



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-12-16/ 2020-12-31]

**Publicación quincenal**

**Edición en francés por Luc de l'Arbre**

**Mercredi 16 décembre.**

**La Cour constitutionnelle autorise le bureau d'âge de l'Assemblée nationale à convoquer la session extraordinaire.**

La Cour constitutionnelle motive sa décision par le fait que le bureau d'âge expédie les affaires courantes et qu'il ne peut pas y avoir une institution qui fonctionne sans bureau et que le pays ne peut pas tenir sans budget. En tant que régulateur du bon fonctionnement des institutions publiques, le juge constitutionnel estime qu'il y a un vide qu'il sied de combler, en demandant au bureau d'âge s'assurer la continuité et la gestion des affaires courantes jusqu'à l'installation du bureau définitif de l'Assemblée nationale.

**Maniema : environ 100 élèves portés disparus lors des combats entre miliciens à Kabambare.** Selon un acteur de la société civile locale, qui a requis l'anonymat par crainte des représailles, les combats qui ont commencé depuis jeudi le 10 décembre sur l'axe Kabambare-Kulewa jusqu'au mardi 15 décembre, ont occasionné le déplacement massif des populations. Ces affrontements opposent les forces auto-défenses dirigées par un certain Emmanuel au groupe armé de Braoun dans le groupement Bahaya, secteur de Babuyu en territoire de Kabambare.

**Nord-Kivu : 30 députés provinciaux déclarent leur adhésion à l'Union sacrée de la nation.** Dans une déclaration officielle rendu aux media mardi 15 décembre à Goma, trente députés signataires, dont les membres de leur bureau, disent être motivés par les réformes apportées par cette vision du Chef de l'Etat pour le développement du Pays. Ils espèrent, selon eux, que cette initiative politique pourrait mettre fin à l'insécurité et aux massacres récurrents en province. Pour ces députés, cette déclaration constitue aussi leur réaction et adhésion au discours du Chef de l'Etat prononcé devant le congrès lundi 14 décembre à Kinshasa.

**La société civile demande le soutien de l'ONU aux réformes électorales.** Le secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de maintien de la paix, Jean- Pierre Lacroix, s'est entretenu mardi 15 décembre avec quelques représentants de la société civile congolaise. Celle-ci a plaidé pour l'implication de l'ONU pour obtenir le recensement de la population et les réformes de la loi électorale et de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). La société civile congolaise a sollicité l'implication de l'ONU sur ces questions relatives au recensement de la population et les réformes de la loi électorale et de la CENI, pour éviter tout dérapage et tout glissement de l'échéance électorale 2023. Le président de la LINELIT a salué l'assistance apportée par l'ONU à la RDC lors des élections antérieures. « Nous avons bénéficié de l'assistance importante de l'ONU lors des élections de 2006. Et nous voulons que 2023, que la mission des

Nations unies et l'ONU en général puissent se liguer afin de nous accompagner pour que nous ne puissions plus connaître un glissement après 2023», a-t-il soutenu.

**COVID-19 : Félix Tshisekedi décrète un couvre-feu à travers la RDC**, pour lutter contre la deuxième vague du coronavirus. Cette mesure phare et tant d'autres ont été prises au cours d'une réunion du comité multisectoriel de lutte contre cette pandémie sous la direction du Chef de l'Etat, tenue mardi 15 décembre dans la soirée au Palais de la nation à Kinshasa. Le couvre-feu décidé par le Chef de l'Etat entre en vigueur à partir du vendredi 18 décembre et ira de 21h à 5h. Plusieurs autres mesures, ont été prises parmi lesquelles : l'anticipation des vacances de Noël au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, l'interdiction des marches publiques, des productions artistiques et des kermesses ainsi que des cérémonies festives et des réunions de plus de dix personnes. La série des mesures continue avec le report à une date ultérieure des cours à l'enseignement supérieur et universitaire, la poursuite des compétitions sportives à huis clos et le fonctionnement des églises et des débits de boissons avant le couvre-feu, dans le respect des gestes barrières.

**Sénat : Alexis Thambwe Mwamba promet de démissionner.** Le président du Sénat, Alexis Thambwe Mwamba, a présidé mardi 15 décembre la cérémonie de la clôture de la session ordinaire de septembre. Dans son discours, il a promis de démissionner dès la réception de la pétition contre lui et son bureau. Selon certains sénateurs, la pétition contre le président du Sénat et son bureau aurait déjà réunie plus de 70 signatures sur les 109 sénateurs. Alexis Thambwe Mwamba a également félicité tous les sénateurs pour le vote de la loi des finances 2021, au cours de cette session. Il se dit préoccupé face à l'incertitude observée depuis un certain temps sur le plan politique en RDC. Pour Alexis Thambwe Mwamba, l'économie nationale est mise à rude épreuve. Les entreprises fonctionnent presque végétativement, alors que le gouvernement peine à mobiliser les recettes. L'insécurité chronique déstabilise les structures sociales et économiques dans la partie Est du pays et prive le peuple congolais de la paix. Au regard de tous ces problèmes, Alexis Thambwe invite la classe politique à réfléchir sur ce que doit être le Congo de demain et y apporter des réponses pratiques.

**Nord-Kivu : 6 détenus décédés à la prison centrale de Muzenze en deux semaines.** Ces décès sont pour la plupart dus à la mauvaise prise en charge alimentaire et sanitaire. Cette catégorie de détenus s'appelle « les Gonda-gonda » ce qui signifie, les détenus qui ont perdu du poids à cause de la famine ou de la maladie. Le responsable de l'ONG « ASDD » s'inquiète du sort d'autres détenus de cette catégorie, dont le lendemain reste incertain.

**Francine Muyumba : « Il n'a pas été question d'une quelconque démission d'Alexis Thambwe du bureau du Sénat ».** La sénatrice du FCC, Francine Muyumba dément une information de la radio onusienne affirmant qu'Alexis Thambwe, président de la chambre démissionnerait en cas d'une pétition contre sa personne. « Cette question n'est pas d'actualité au niveau du Sénat. Nous respectons et apprécions à juste titre le travail de Radio Okapi, mais il est important de vérifier vos informations, au risque comme aujourd'hui d'être diffuseur de « fake news », conseille-t-elle.

**Ituri : 5 morts lors de l'incursion des ADF dans deux localités d'Irumu.** Une nouvelle attaque des ADF fait cinq morts dans les localités de Matombi et Mungulu en chefferie de Walese Vonkutu en territoire d'Irumu. Ces rebelles ont emporté également plusieurs biens de la population, avant de se retirer de ces localités. La société civile locale indique que prise de peur, les populations ont fui vers des zones plus sécurisées ; à Ndimu, Bwanasura et à Ndalya-centre.

**Beni : la vie reprend progressivement à Mamove**, après la résultante de la relève des troupes militaires jadis basées dans cette agglomération sur demande de la population locale. Le président de la société civile annonce que les églises, les structures sanitaires ainsi que les écoles restent encore fermées depuis le mois d'octobre dernier lorsque l'ADF avait attaqué successivement cette agglomération. Il salue par ailleurs le climat de collaboration qui règne actuellement entre les nouvelles unités militaires et la population. Ce qui serait à la base de cette petite accalmie, a-t-il reconnu.

**Nord-Kivu : plus de 70 000 personnes sensibilisées à la lutte contre le Coronavirus.** Cela grâce à un projet financé par l'Unicef et exécuté par l'Eglise du Christ au Congo/Butembo. "Le pourcentage des gens qui respectent les mesures barrières est encore très bas. Cela nous appelle encore à continuer la sensibilisation ».

**Kwilu : l'assemblée provinciale rejette le budget rectificatif de 2020.** « Nous sommes en train de traiter les différents documents relatifs au budget, nous constatons que depuis 2020, tout ce que nous faisons comme remarque au gouvernement provincial rien ne change. Maintenant le budget de la reddition des comptes est rejeté par la majorité, ce qui veut dire que cette majorité qu'avait le gouverneur a en ce moment ici basculé, c'est à lui de tirer toutes les conséquences en droit. Nous l'avons rejeté parce que nous nous sommes rendu compte qu'il n'y a pas de principe de sincérité dans cette reddition des comptes parce qu'il n'y a que le mensonge qui est contenu dans ce document, rien du réalisme ».

**Kinshasa : l'APLC annonce avoir constaté d'indices sérieux de blanchiment de capitaux dans le Chef de l'Access Bank RDC.** Une enquête a été ouverte par l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption en rapport avec les présumés blanchiment de capitaux et financement du terrorisme par Access Bank. C'est à titre de garantie que le directeur général de cette banque a remis à l'APLC son document d'identité et une caution. En revanche, dans un autre communiqué de presse publié sur son compte tweeter officiel, Access Bank qualifie les accusations de l'APLC des allégations sans fondement.

**Quatrième cas de Coronavirus enregistré au Kasai-Central.** «Il y a un cas de COVID notifié depuis hier dans la province ici à Kananga. C'est quelqu'un qui est venu de l'Est ». Le ministre affirme : «Toujours depuis hier, on est en train de suivre les contacts et de faire aussi des prélèvements afin d'être fixées sur des contaminations possibles». Il appelle la population à ne pas paniquer et à respecter les mesures barrières pour éviter la propagation de la maladie.

**Jeudi 17 décembre.**

**Le gouverneur du Nord-Kivu visé par une motion de défiance.** Le document est signé par treize députés provinciaux, parmi lesquels certains reprochent au gouverneur, notamment la mauvaise gestion de la province, le manque du leadership et la non-appropriation de la vision du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, au Nord-Kivu. Les signataires demandent au gouverneur de venir répondre aux élus du peuple dès que le bureau va programmer une plénière consacrée à cette matière.

**Beni : 33 écoles fermées dans le secteur de Rwenzori.** Selon des sources éducationnelles, cette situation est consécutive à la multiplication ces dernières semaines des attaques des ADF dans le secteur de Rwenzori. Conséquence : des milliers d'enfants de la région n'ont plus accès aux cours.

**Kwilu : le contrôle des dossiers des élèves finalistes du secondaire est gratuit.** Selon le ministre provincial de l'Enseignement primaire, secondaire et technique : « L'opération est gratuite et tous les contrevenants seront sévèrement sanctionnés. Nous demandons aux parents de ne pas payer les frais de contrôle dossiers des finalistes, en payant les frais des fiches de leurs enfants, ils payent déjà les frais de contrôle dossiers. Donc, s'ils payent, ils vont le faire deux fois »

**Covid-19 : des experts et opérateurs du secteur financier en conférence digitale ce jeudi sur le refinancement des micros, petites et moyennes entreprises congolaises face à la pandémie.** Objectif poursuivi réfléchir sur les mécanismes permettant de refinancer des micros, petites et moyennes entreprises congolaises face à la propagation de la pandémie de Covid-19. Et surtout pallier aux conséquences désastreuses du Covid-19 sur les micros, petites et moyennes entreprises congolaises. En effet, dans plusieurs pays, les études démontrent que les micros, petites et moyennes entreprises sont parmi les acteurs les plus touchés par les effets de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Selon une enquête de la FEC (Fédération des Entreprises du Congo), 65% des entreprises ont enregistré dans les quatre premiers mois de 2020, une perte évaluée entre 10 et 75% du chiffre d'affaires réalisé en 2019. 14% des entreprises reconnaissent, pour la même période, que la COVID-19 a occasionné une perte sur leurs activités évaluée à plus de 75% du chiffre d'affaires réalisé l'an passé. Les autorités gouvernementales ont proposé des solutions allant des paiements des allocations et indemnités, à la mise en place des fonds de garantie pour les soutenir. Voici quelques chiffres clés du FPM: En cours de crédit : 27,25 millions USD Nombre d'IFP financées : 10 Engagements totaux : 35,63 millions USD Les IFP du FPM ont financé au total 135 187 emprunteurs et ont servi 1 158 591 épargnants. 179 projets d'assistance technique ont été financés de 2011 à la fin 2019. 3 Objectifs de la conférence digitale L'objectif global de cette conférence digitale est de mener des réflexions autour de la problématique des fonds de garantie. Cette conférence digitale distillera en avant-première les nouvelles tendances et stratégies en la matière, en cette période de crise sanitaire qui a mis à rude épreuve les micros, petites et moyennes entreprises. **Coronavirus au Sud-Kivu : les autorités appellent la population au respect des mesures barrières.** « A ce jour, nous avons 376 cas confirmés de la COVID-19 au Sud-Kivu, dont 299 guéris et 26 sous traitement. Aujourd'hui, nous avons perdu 51 compatriotes. Pour l'instant, l'épicentre reste la ville de Bukavu qui elle-même compte 307 cas confirmés. La situation n'est pas très alarmante mais reste préoccupante. J'invite toute la population à être à l'abri des arrestations, en respectant les différentes mesures prises qui sont très connues par la population sud-Kivutienne », a déclaré ministre provincial de la santé.

**Ituri : la police met en garde contre les fausses rumeurs sur l'attaque de Bunia.** Des sources locales précisent que depuis quelques jours, la psychose continue de gagner plusieurs quartiers périphériques de Bunia. La nuit dernière, ce sont des habitants de Kolomani, Shari, Mwanga et de Mudzi-Pela qui ont été pris de panique, à la suite de rumeurs faisant état d'une attaque imminente des miliciens de la FPIC, qui se seraient coalisés à ceux de la Codeco. La plupart des habitants de ces milieux ont passé la nuit au centre-ville. La police urbaine dénonce cette campagne de fausses rumeurs, qui a pour

objectif de faire peur à la population en cette période de fin d'année. La Monusco, pour sa part, affirme effectuer des patrouilles dissuasives dans la ville, à travers ses unités de la police sénégalaise.

**Nord-Kivu : l'humoriste Fonsya annonce le « Festival de rire » à Goma.** Connu sous le nom de "Kukel", le grand artiste du rire Fonsya Kukyelukila, se trouve à Goma, depuis mardi, pour la grande journée de l'humour, " Goma rire festival", prévue le dimanche 20 décembre au Collège Mwanga. « Quand on dit Goma, on voit les pleurs ! Quand on dit Goma, on voit les violences ! Alors, vous déplacer ce jour-là serait une raison pour faire comprendre au monde entier, à toute l'Afrique, au Congo que Goma c'est un endroit où l'on peut passer du bon temps ; que Goma c'est aussi le rire. Je vous y attends le 20. »

**9 morts lors des affrontements entre l'armée et la milice FPIC à Komanda.** Neuf personnes (huit éléments de la FPIC et un militaire des Fardc) sont mortes, lors des affrontements qui ont opposé mercredi 16 décembre l'armée et la milice de la Force patriotique et intégrationniste de l'Ituri, dans un quartier périphérique de Komanda, situé à 75 km de Bunia dans le territoire d'Irumu. Selon le porte-parole des Fardc en Ituri, les forces loyalistes ont réussi à faire échec à ces miliciens qui voulaient s'emparer de cette cité. Ces combats ont paralysé toutes les activités mercredi à Komanda.

**Kinshasa : beaucoup de malades mentaux arrêtés par police.** Le commissariat provincial de la police nationale congolaise ville de Kinshasa annonce avoir procédé récemment aux opérations ciblées dans plusieurs communes de la ville. Parmi les personnes interpellées, il y a plusieurs individus souffrant de démence ou de troubles mentaux. Elle demande aux familles, qui ont constaté la disparition des parents souffrant de démence ou de troubles mentaux, de passer au commissariat provincial munies des pièces ou documents attestant que la personne recherchée est effectivement de leur famille.

**Les élus de l'Ituri dénoncent les tracasseries militaires depuis 5 mois dans la plaine du Lac Albert.** Selon le député Gratien Iracan, certains militaires de la Force navale encadrées par un capitaine et un lieutenant s'en prennent quotidiennement aux pêcheurs, ravissent leurs poissons, brûlent leur filet et les soumettent à des sanctions sévères. Ces cas déplorables se produisent dans les territoires d'Irumu, de Ndjugu, et Mahagi où la population a assez souffert.

**Nord-Kivu : le groupement Usala vidé de ses habitants depuis plus d'une année.** « Dans le groupement Usala, toute la population, depuis le village de Rama qui est le début du groupement Usala, jusqu'à la fin du groupement Usala, a fui sa maison, à cause des affrontements, de la présence de la force de FRR-Kabidon », a rapporté le chef coutulier Baruhi Maseka. Le groupement Usala est parmi les zones les plus affectées et les plus meurtries par les violences dans le territoire de Walikale. Il est totalement inaccessible à cause de son enclavement. C'est une région qui n'a pas de routes, et la population s'approvisionne en empruntant des sentiers. De son côté, le gouverneur Nzanzu Kasizita a assuré ses interlocuteurs que les opérations militaires sont en cours dans le territoire de Walikale.

**Lutte contre l'insécurité en Ituri : Lacroix réaffirme la disponibilité de la Monusco à appuyer les autorités provinciales.** Le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix et le gouverneur de l'Ituri Jean Bamanisa Saidi ont aussi parlé des moyens de renforcement du partenariat entre la Monusco et les autorités provinciales de l'Ituri, en vue de mettre fin aux groupes armés qui pullulent dans cette province. « Nous avons fait le point de notre partenariat, et c'est un partenariat qui est ancien et confiant avec les autorités locales. Nous avons aussi fait le point des perspectives de nos priorités, des axes fondamentaux sur lesquels nous devons poursuivre nos efforts », a affirmé Lacroix. Selon lui, ces efforts seront fournis sur la base des politiques, d'initiatives et d'actions engagées par les autorités nationales et locales, parce que « nous [MONUSCO] sommes ici en soutien. **La Monusco n'arme pas des groupes armés en Ituri a déclaré Jean-Pierre Lacroix.** Il réagissant rumeurs qui prétendent que la Monusco arme certains groupes armés en Ituri. Pour lui, les personnes propagent ces rumeurs sont mal intentionnées et veulent profiter du chaos et monter la population contre la Monusco. Il affirme que tous les acteurs qu'il a rencontrés lui ont demandé que la Mousco reste et renforce même sa présence.

**Un groupe minoritaire de politiciens prend en otage la vie de toute une nation, déplore le Cardinal Ambongo.** « Le Congo appartient à tous les Congolais et non à un groupe d'individus qui veut prendre toute une nation en otage », a martelé le cardinal Ambongo, à l'occasion d'une eucharistie spéciale qu'il a célébrée à son retour du territoire de Bondo, dans le Bas-Uele, où il a participé aux cérémonies du Centenaire du Diocèse de cette entité. Le prélat catholique d'appeler les fidèles à ne pas les laisser continuer à détruire le pays. Pour cela, il faut briser la peur et s'armer du courage, a-t-il souligné. Cependant, il croit au redressement de la situation, si chacun prenait conscience de sa responsabilité. Le Congo n'appartient pas à aux seuls politiciens, mais à tous les Congolais, a insisté l'homme de Dieu.

**Nord-Kivu : la société civile plaide pour l'installation d'une position militaire sur la route Butembo-Goma.** La société civile de Kayna plaide pour l'installation d'une position militaire à Mapera, entre Kayna et Kanyabayonga sur la route Butembo-Goma, au Nord-Kivu. Dans un entretien accordé à Radio Okapi, le président des forces vives locales affirme qu'en l'espace de moins d'une semaine, sept cas d'embuscade ont été enregistrés à cet endroit. Il indique que cet endroit est un coupe-gorge pour les usagers de la route Butembo-Goma. Pour sa part, l'administrateur de Lubero, Richard Nyembo qui s'en inquiète, prévoit de rencontrer les responsables des agences de voyage qui empruntent la route Butembo-Goma, en vue de prendre des dispositions communes afin d'endiguer cette situation.

**Vendredi 18 décembre.**

**Kinshasa : la police appelle au respect strict du couvre-feu.** Le couvre-feu, décrété par le Président de la République sur toute l'étendue du territoire, entre en vigueur ce vendredi 18 décembre à 21h00. A Kinshasa, le commissaire provincial de la Police nationale congolaise (PNC) appelle la population à observer les mesures prises par les autorités pendant toute cette période. Il a, par la même occasion, demandé aux commandants des différentes unités de la police de la ville de faire respecter les mêmes mesures avec courtoisie. Le président Félix Antoine Tshisekedi a décrété un couvre-feu sur l'ensemble du territoire congolais pour lutter contre la deuxième vague du coronavirus.

**Lubero : des acteurs de la société civile menacés de mort par des miliciens.** Des acteurs de la société civile et activistes des droits de l'homme se disent menacés de mort par des Mai-Mai à Mbwavinywa et Miriki au sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu). Ils seraient visés pour avoir dénoncé des multiples cas de tracasseries commises par ces groupes armés en complicité avec les forces loyalistes basées à Miriki. Le commandant des opérations Sokola 1 axe Sud promet de sanctionner sévèrement ses soldats au cas où cette complicité était avérée. Une source locale attribue ces menaces de mort aux miliciens Mai-Mai de Kadido, très actifs dans la contrée.

**Nord-Kivu : l'armée dément son implication dans l'exploitation des minerais à Matungu.** Ces allégations avaient été relayées par la société civile/Thématique mines de Walikale, il y a quelques jours, accusant les éléments du 34 04ème régiment. Pour le Major Ndjike Kaiko, ces accusations sont l'œuvre d'un groupe armé ciblé par les Fardc. A l'issue d'une opération de traque, l'armée avait délogé, il y a environ un mois, les combattants du NDC/Rénové de ce carré minier. Selon les Fardc, les hommes de Guidon ont financé, pendant quatorze ans, leurs activités criminelles moyennant, l'or exploité illicitement dans ce site très enclavé de Matungu.

**La diaspora transfère en RDC 2 milliards USD chaque année (OIM).** « Le transfert d'argent de la diaspora vers le Congo représente à peu près 2 milliards de dollars par an. C'est le premier contributeur aux services sociaux du pays. Combien de personnes ici, vulnérables, dépendent de la diaspora pour payer les frais médicaux ? Combien de personnes ici, d'enfants, dépendent de la diaspora pour aller à l'école et payer des frais scolaires ? Ça c'est une force financière qui est sous-estimée, pas optimisée puisque beaucoup de ces transferts-là vont dans la consommation directement », a déclaré le chef de mission de l'OIM en RDC, Fabien Sambussy. A cette occasion, il a souligné la nécessité, pour le gouvernement congolais, d'établir un dialogue structuré avec cette diaspora pour voir comment ces transferts d'argent peuvent être canalisés dans des projets d'investissement.

**Beni : les journalistes invitent le gouvernement à restaurer la paix dans la région.** Une délégation de journalistes de la ville et territoire de Beni (Nord-Kivu) s'est rendue mardi 15 décembre à Mutwanga, chef-lieu du secteur de Rwenzori afin de compatir avec la famille biologique et professionnelle du journaliste Pius Manzikala, porté disparu depuis l'attaque de la localité de Nzenga la semaine passée par les ADF. Le journaliste Erickas Mwisi, qui a lu la déclaration à Mutwanga, condamne les actes ignobles perpétrés par les assaillants à l'endroit des paisibles citoyens dans la région de Beni : «Se référant au communiqué de presse du commandement du secteur opérationnel Sokola 1, rendu public en date du dimanche 13 décembre, notre confrère a été tué par les assaillants, une version non partagée par la famille de la victime ni par son organe de presse. Pour ce faire, condamnons les actes ignobles perpétrés par les assaillants dans la région de Beni à l'endroit des paisibles citoyens innocents parmi lesquels le journaliste Pius Manzikala. » Tout en rappelant le caractère indépendant de leur confrère, les journalistes de Beni réunis appellent les auteurs de ces actes au bon sens et à le leur remettre vivant.

**Le HCR suspend le rapatriement des réfugiés centrafricains,** à la demande des autorités centrafricaines. Ces autorités évoquent les préparatifs des élections générales en RCA prévues dans dix jours, comme raison à cette suspension. Le HCR avait prévu d'atteindre cette année l'effectif de quatre mille rapatriés volontaires centrafricains chez eux. Ces derniers vivaient dans les deux camps de réfugiés de Mole, à Zongo, et de Boyabu, à Libenge, province du sud-Ubangi. Malheureusement, l'opération vient d'être suspendue depuis le 16 décembre.



**Nord- Kivu : le gouverneur Nzanzu « n'a pas peur de la motion de défiance ».** La cellule de communication du gouverneur du Nord-Kivu a rejeté vendredi 18 décembre, les allégations de « non-appropriation de la vision du chef de l'Etat » par le gouverneur Carly Nzanzu Kasivita. Ces allégations sont contenues dans une motion de défiance contre ce dernier, signée par certains députés provinciaux, et qui a été déjà notifiée le jeudi à l'intéressé. Dans une déclaration aux médias, le coordonnateur de cette cellule dit que le gouverneur n'a pas peur d'une motion. Il estime cependant que les griefs portés contre M. Nzanzu par les douze députés frondeurs laissent croire à un acharnement.

**Sud-Kivu : le gouverneur Nguabidge adhère à l'Union sacrée prônée par Félix Tshisekedi.** Pour le gouverneur de la province du Sud-Kivu le récent discours du Président de la République est celui de tous les espoirs pour la population du Sud-Kivu et ses dirigeants. Car, il privilégie l'intérêt général et met l'homme au centre de toute action gouvernementale. Le gouverneur dit réaffirmer son engagement total aux côtés du Chef de l'Etat en s'appropriant sa vision pour un Congo nouveau au sein de l'Union sacrée pour la nation. « Nous devons tous y aller car le peuple a besoin des actions et que tout le monde fasse siennes les réformes prônées par le Chef de l'Etat, afin de cheminer ensemble dans sa vision », a-t-il déclaré.

**Nord-Kivu : 9.000 déplacés de Pinga alertent les autorités et la Monusco sur leurs souffrances.** Les déplacés internes, estimés à plus de neuf mille, concentrés depuis le mois de février 2020, dans la cité de Pinga, dans le territoire de Walikale, se disent fatigués d'une longue période d'exil dans des lieux de refuge divers. Ils affirment vivre dans l'angoisse et dans la misère. Les vivres et les médicaments coûtent cher à Pinga. Cet appel a été fait jeudi, à l'intention des autorités provinciales, en présence du Secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix. Selon le gouverneur du Nord-Kivu, la paix est un processus. Il a fait savoir que la priorité pour le moment, c'est de consolider la paix à Pinga, considérée comme plaque tournante dans cette zone.

**Jean-Pierre Lacroix : « Les Nations unies restent engagées aux côtés des Congolais, mais dans un partenariat qui doit s'appuyer d'abord sur des initiatives congolaises ».** « Il y a beaucoup de détermination chez-nous à faire tout ce qui est possible pour aider le Congo dans ses efforts pour arriver à la stabilité et au développement économique, surtout dans les zones où il y a des troubles, comme en particulier ces régions de l'Est (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika). Maintenant, l'autre message, c'est qu'on entend souvent, quand on rencontre les populations, les communautés, des demandes à la Monusco: est-ce que la Monusco peut faire plus dans tel domaine, dans tel autre ? Je les comprends, mais c'est un partenariat. Nous, en tant que Nations unies, nous avons besoin de nous appuyer sur des initiatives congolaises Il faut qu'on puisse s'appuyer sur des initiatives à tous les niveaux. Initiatives locales, régionales: c'est pour cela que j'ai rencontré les gouverneurs de deux provinces dans lesquelles je me suis rendu. C'est aussi la raison pour laquelle j'avais rencontré les plus hautes autorités du pays, son Excellence Mr. le président de la République, les forces politiques et aussi les forces vives de la société congolaise à Kinshasa. C'est vraiment un partenariat. C'est la manière, la seule manière qui peut nous permettre d'avancer », a-t-il conclu.

**Le coordonnateur de l'Agence de lutte contre la corruption placé sous mandat d'arrêt provisoire.** Il a été mis en garde à vue au Parquet général près la Cour d'appel de la Gombe, après plusieurs heures d'audition. Selon le Parquet, il a été détenu provisoirement pour besoin d'enquête dans l'affaire de corruption avec Acces Bank RDC. Deux directeurs des opérations de l'APLC ont été filmés mercredi dernier en train de percevoir 30.000 USD à titre de caution auprès de cette banque et le DG de celle-ci leur a remis son passeport. Il était suspecté de blanchiment des capitaux et du financement de terrorisme. L'affaire a fait polémique. La Présidence de la République a condamné ces faits, à travers un communiqué signé jeudi 17 décembre par le directeur de cabinet intérimaire. « Les investigations sont actuellement en cours en vue de tirer au clair ces faits, qui s'ils s'avèrent véridiques, sont condamnables et exposeront leurs auteurs à la rigueur de la loi », précise le document.

**Après Kolwezi, Joseph Kabila est arrivé à Lubumbashi.** Après deux rendez-vous manqués, le patron du FCC est arrivé finalement à Lubumbashi, par route. Il a été accueilli par des cadres et militants du Front commun pour le Congo (FCC).

**Samedi 19 décembre.**

**Le mandat de la MONUSCO prorogé d'un an.** Dans une résolution adoptée vendredi 18 décembre avec 14 voix pour et une abstention (Russie), les membres du Conseil de sécurité ont décidé de prolonger le mandat de la Monusco jusqu'au 20 décembre 2021. Les membres du Conseil de sécurité ont ainsi suivi la recommandation faite par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans son dernier rapport sur la RDC. Le plafond des effectifs en uniforme de la Monusco est de 14.000 membres du personnel militaire, 660 observateurs militaires et officiers d'état-major, 591 policiers, et 1.050 membres des unités de police constituées. Un déploiement temporaire d'un maximum de 360 membres d'unités de police constituées est également autorisé à condition qu'ils soient déployés en remplacement du personnel militaire. Le Conseil

invite le Secrétariat des Nations Unies à envisager de réduire davantage le niveau de déploiement militaire et les zones d'opérations de la Monusco sur la base d'une évolution positive de la situation sur le terrain, en particulier dans les régions où la menace posée par les groupes armés n'est plus significative. Les priorités stratégiques de la Monusco dans ce nouveau mandat sont centrées autour de deux objectifs : protéger les civils et appuyer la stabilisation et le renforcement des institutions étatiques en RDC ainsi que les principales réformes en matière de gouvernance et de sécurité. **(Onu Info)**

**Election du président de la FEC : le patronat congolais refuse d'exécuter la décision du Conseil d'Etat.** La Fédération des entreprises congolaises (FEC) refuse d'exécuter la décision du Conseil d'Etat portant sur l'organisation d'une nouvelle élection du président du Conseil d'administration. En effet, Albert Yuma a été réélu à la présidence du Conseil d'administration de la FEC, le jeudi 26 novembre 2020. Mais, son élection a été suspendue le 27 novembre par le Conseil d'Etat. Dieudonné Kasembo, un des candidats malheureux, avait saisi le Conseil d'Etat, en dénonçant des irrégularités lors de cette élection. Le greffier en chef du Conseil d'Etat, avait demandé au patronat congolais de procéder à l'organisation de l'élection de son président du Conseil d'administration le 23 décembre, selon un calendrier établi par le greffe. Mais la FEC refuse d'exécuter cette décision. Parmi les raisons évoquées : « Pendant que l'Ordonnance du juge de référé se fait encore attendre », note la FEC, « tout acte de nature à en préjuger le contenu ou à créer un fait accompli par anticipation est inopportun et s'avère manifeste »

**Le G13 recommande la réduction de la taille du gouvernement à 35 membres.** Le groupe de treize personnalités politiques, regroupées au sein de G13 recommande la réduction de la taille du gouvernement à 35 membres. Ce groupe propose aussi la diminution des membres des cabinets dans les différentes institutions du pays. Il cite notamment les cabinets du Président de la République, du Premier ministre, des membres du gouvernement. « Pour le Bureau de l'Assemblée nationale, le G13 recommande que le nouveau Bureau ait le sens de l'Etat, un leadership compatible avec les enjeux de l'heure et les attentes de notre peuple ». Pour le G13, il faudrait bannir la pratique de partage équilibré et équitable du pouvoir.

**Mai-Ndombe : plus de 1 300 personnes vivant avec le VIH SIDA répertoriés en 9 mois.** « Aujourd'hui nous avons 1326 personnes qui vivent avec le VIH Sida dans la province de Mai-Ndombe. Depuis le mois de janvier jusqu'au mois de septembre, nous avons identifié 290 nouvelles infections dans la province », a déclaré le coordonnateur provincial du PNL,.

Il a fait savoir que la couverture des activités de lutte contre le SIDA est faible dans cette province, et ne représente que 50%. Il a affirmé que le SIDA est un problème réel qui sévit dans presque toutes les zones de santé, et tous les territoires de la province sont concernés.

**Kinshasa : 5 sauts-de-mouton seront ouverts à la circulation le 31 décembre.** Le Chef de l'Etat avait réuni le Vice-premier ministre et ministre des Infrastructures et travaux publics, le ministre des Finances ainsi que les directeurs généraux de l'Office des Voiries et Drainage (OVD) et celui de l'Office des routes dans son cabinet. Félix Tshisekedi s'est dit préoccupé par la fluidité du transport en cette période de fin d'année et par la lenteur observée dans l'exécution des travaux de construction des sauts-de-mouton. Il a instruit le ministre des Finances pour décaisser 1 million USD en faveur de l'OVD et 2 millions USD pour l'Office des routes. Cette somme devra leur permettre de parachever leurs ouvrages en respectant les normes.

**Les Kinois demandent de repousser le couvre-feu après 23 heures.** RDC a vécu au rythme de sa première nuit de couvre-feu, tel que décrété par le Chef de l'Etat pour freiner la propagation du Coronavirus. A Kinshasa, beaucoup de personnes rencontrées demandent de repousser le couvre-feu après 23 heures et que la Police soit clémente envers ceux qui connaîtront des retards en cours de route.

**Couvre-feu respecté à Mbuji-Mayi, sensibilisation à Kasumbalesa.** A Kasumbalesa dans le haut Katanga, le conseil urbain de sécurité a pris un train de mesure pour que cette instruction soit respectée et que tout se passe sans bavures. « Nous avons choisi de sensibiliser tous nos concitoyens à respecter scrupuleusement les heures. Sensibiliser la Police, c'est à elle de faire respecter les instructions données par la haute hiérarchie. Elle est sensibilisée au travers son commandant d'avoir une attitude ferme mais qui ne doit pas exclure une certaine loyauté ». Les policiers étaient déployés sur plusieurs artères pour faire appliquer le couvre-feu à Mbuji-Mayi dans le Kasai-Oriental. Pour mieux faire le travail, les hommes de la loi ont barricadé quelques routes à l'aide de troncs d'arbres, des étagères, des kiosques et des cabines publiques. Déjà sur les médias, une large diffusion de l'application du couvre-feu était relayée par l'autorité provinciale plusieurs fois en français et en langue locale, pour rappeler aux habitants au strict respect de cette mesure.

**Dimanche 20 décembre.**

**Le coordonnateur de l'Agence de lutte contre la corruption relaxé (communiqué).** « En répondant à l'invitation du parquet général près de la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe, le coordonnateur de l'APLC a collaboré au bon déroulement de l'enquête en cours. La liberté étant le principe et la détention l'exception, Me Ghislain Kikangala a été relaxé car il bénéficie de la présomption d'innocence, et il continuera à se rendre disponible pour la justice », indique le communiqué du service de communication de l'APLC. Selon le même document, « l'interpellation du coordonnateur de l'APLC, ne doit pas occulter les graves soupçons de blanchiment des capitaux et financement du terrorisme chiffrés à plusieurs millions de dollars qui pèsent sur Access Bank ».

**RSA-RDC : Cyril Ramaphosa et Félix Tshisekedi échangent sur les questions de développement de la région et de l'UA.** Les Présidents Cyril Ramaphosa et Félix-Antoine Tshisekedi ont échangé samedi 19 décembre à la résidence Mahlamba Ndlopfu en Afrique du Sud. « L'Afrique du Sud remettra la présidence de l'Union africaine à la RDC en 2021. La visite a été l'occasion de réfléchir aux moyens de faire progresser l'Agenda 2063 visionnaire et de développement de l'Union africaine et de renforcer la coopération stratégique des deux pays », indique la Présidence de la République Sud-Africaine. Le Président Tshisekedi était accompagné de hauts responsables de son gouvernement tandis que le Président Ramaphosa a été accompagné des ministres des Relations internationales et de la coopération; Défense et vétérans militaires; Ressources minérales et énergie et sécurité de l'État. La Présidence sud-africaine rappelle que la 12e session de la Commission binationale Afrique du Sud-République démocratique du Congo (BNC) doit se réunir au début de 2021. « Une grande partie des affaires sud-africaines avec la RDC est le commerce, l'exportation de biens et de services par le biais d'agences locales, le franchisage et d'autres activités sans investissement. Les exportations de l'Afrique du Sud vers la RDC en 2019 étaient évaluées à 15,2 milliards de rands », renseigne la Présidence sud-africaine.

**Le Conseil de sécurité se félicite des diverses initiatives prises par le Président Tshisekedi.** Il se félicite aussi des efforts du gouvernement en vue de répondre aux besoins du peuple congolais avant toute considération d'intérêts partisans. Dans ce cadre, le Conseil de sécurité demande à tous les acteurs politiques de faire passer ces besoins avant tout intérêt partisan. Le Conseil de sécurité souhaite que soient mis en œuvre, les engagements que le chef de l'Etat et son gouvernement tiennent à réaliser notamment l'unité nationale, le renforcement de l'Etat des droits de la personne, le respect de la liberté d'opinion et d'expression ainsi que la liberté de presse et la lutte contre la corruption. L'action menée par Félix Tshisekedi pour favoriser la réconciliation nationale, la paix et la stabilité du pays, la promotion de la coopération et l'intégration régionales est un autre volet évoqué par le Conseil de Sécurité. A ce sujet, le Conseil de sécurité souhaite que soit renforcée la présence de l'Etat dans les zones de conflit. Le Conseil de sécurité demande au secrétaire général de l'ONU et aux organisations régionales de fournir un appui politique au renforcement des institutions de l'Etat en RDC et au rétablissement de la confiance entre les différentes parties, notamment par leurs bons offices, en vue de consolider la paix et la sécurité l'ensemble du territoire national. Le conseil de sécurité a condamné fermement tous les groupes armés opérant en République démocratique du Congo et les violations du droit international humanitaire et d'autres normes applicables du droit international ainsi que les atteintes aux droits de la personne qu'ils commettent. Dans cette même résolution, les pays membres, ont fermement condamné d'autres actes barbares, tels que les exécutions sommaires, les atteintes à l'intégrité physique, les violences sexuelles, les violences fondées sur le genre, le recrutement et l'utilisation d'enfants, l'enlèvement d'enfants et de membres du personnel humanitaire, ainsi que les attaques visant des écoles et des hôpitaux que commettent ces groupes armés et les milices locales en violation du droit international.

**Jean-Pierre Lacroix appelle les autorités d'engager les réformes en vue d'une paix durable.** « Pour que la paix durable revienne, il faut un partenariat très fort qui se base sur des politiques congolaises, des réformes qui viennent des autorités congolaises, sur la présence des forces de sécurité bien équipées et bien préparées pour faire face à ces défis ; pas d'impunité, une justice forte, un cadre juridique qui permet aux gens de vaquer à leurs occupations, aux activités économiques de se développer. Encore une fois, le paradoxe est frappant dans toutes ces zones : d'un côté d'énormes richesses, de l'autre, une population qui n'en profite pas », a expliqué le secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix.

**Coronavirus en RDC : 137 nouvelles personnes sorties guéries des CTCO le 19 décembre,** dont 134 à Kinshasa et 3 dans la Tshopo, samedi 19 décembre. Le même document renseigne que 98 nouveaux cas confirmés ont été enregistrés, dont 74 à Kinshasa, 16 au Kongo Central, 5 au Sud-Kivu et 3 dans le Haut-Katanga et qu'un nouveau décès des cas confirmés a été notifié dans les CTCO à Kinshasa. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 15.495 cas confirmés. Au total, il y a eu 370 décès (369 cas confirmés et 1 cas probable) et 13.447 personnes guéries, rappelle le bulletin.



**Ituri : les Fardc et la police arrêtent 154 personnes après une opération de bouclage à Kotoni.** Cent cinquante-quatre personnes parmi lesquelles 15 mineurs et 16 éléments du groupe armé Codeco ont été arrêtés par les forces de l'ordre dans la zone de Kotoni. Selon le porte-parole de l'armée ces personnes planifiaient une attaque contre la ville de Bunia.

**370 ex-combattants se trouvant à Kanyama Kasese seront payés en janvier.** « C'est une très bonne nouvelle pour certains de nos compatriotes qui autrefois servaient dans les groupes armés à l'Est du pays, même au centre avec les Kamwina Nsapu, même dans la partie Ouest du pays principalement à l'Equateur. L'année passée, sur instruction du commandant suprême, ils ont été mis à la disposition du Service national pour suivre une formation pour leur réinsertion sociale. Depuis le mois de juin de l'année dernière, ils ont été au Service national et ont subi une formation d'une année. Le 11 juin de cette année donc 2020, la formation a été clôturée, ils étaient plus de deux mille. Ils étaient au nombre de trois cent septante et depuis lors, ils sont ici à Kanyama Kasese. La bonne nouvelle ce que le commandant suprême de la police nationale du Congo et du service national, a instruit lui-même en personne le vice-Premier ministre et ministre du Budget de prendre en charge en terme de salaire, ces compatriotes venant des groupes armés qui ont décidé de rester ici ou de rester, de servir la nation au service national », explique le général de Brigade Jean-Pierre Kasongo.

**Assemblée provinciale du Nord-Kivu : la plénière consacrée à l'examen de la motion de défiance du gouverneur reportée.** Trente-quatre députés provinciaux déplorent la non tenue de cette plénière, renvoyée sur décision du président de cet organe délibérant à la suite des restrictions édictées par le chef de l'Etat pour prévenir la propagation de la deuxième vague de la Covid-19. Ces députés déclarent néanmoins adhérer à ces dispositions du Président de la République mais aussi réitèrent leur soutien aux institutions provinciales.

**Lundi 21 décembre.**

**Ituri : 2 morts lors des combats entre Fardc et la Codeco à Muvramu,** sur le littoral du Lac Albert, dans la chefferie de Bahema-Nord, en territoire de Djugu. Selon des sources sécuritaires, ces hommes armés identifiés aux Fardc en provenance vers les eaux du Lac ont tiré en rafale sur les assaillants. L'objectif selon les mêmes sources, était de pourchasser ces rebelles dans cette petite localité où ils règnent en maîtres. Toujours selon les mêmes sources, il s'en est suivi un échange des tirs pendant plusieurs heures de la journée de samedi. Dans cette confusion, deux civils sont morts par balle et un assaillant a été neutralisé. Le dimanche matin, des combats ont repris entre les deux parties.

**Haut- Uélé : la société civile de Niagara exige le départ des Mbororos de leur milieu.** Dans la Province du Haut-Uélé, la société civile, forces vives de Niagara dénonce le pillage des biens de la population par des hommes en armes identifiés aux éleveurs étrangers Mbororos. Ceux-ci se seraient constitués samedi dernier, en coupeurs de route pour extorquer les biens des passants qui se rendaient au marché dans la localité Iveka, située à 60 km à l'Est de Niagara. La société civile exige le départ de ces éleveurs de leur entité, puisqu'ils constituent une source d'insécurité permanente dans leur contrée.

**Maniema : le ministre provincial de la justice alerte sur le délabrement des prisons de Punia et Lubutu.** Ce constat a été fait par le ministre provincial de la justice et droits humains, après une tournée organisée la semaine passée dans cette partie de la province. Pour lui cet état de chose met en danger les prisonniers. Le ministre des mines qui était en tournée avec celui de la justice a profité de cette occasion pour sensibiliser quelques entités et société minières sur la maîtrise du code et règlement minier.

**Kwilu : tournée de contrôle du commissaire provincial de la police à Kikwit,** pour se rendre compte des réalités sur le couvre-feu instauré par le gouvernement congolais pour faire face à la deuxième vague de la COVID-19 qui sévit en RDC. Au cours de cette ronde, quelques récalcitrants ont été arrêtés. Il a demandé aux tenanciers des pharmacies et dispensaires de dénoncer toute tracasserie de la part des agents de l'ordre.

**Coronavirus : 103 nouveaux cas confirmés, 213 personnes guéries le 20 décembre en RDC.** La bonne nouvelle est qu'aucun nouveau décès des cas confirmés dans les centres de traitement n'a été signalé. Depuis le début de l'épidémie le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 15.669 cas confirmés. Au total, il y a eu 564 décès et 13.660 personnes guéries.

**Sud-Kivu : la société civile salue la prolongation du mandat de la Monusco.** « C'est une bonne chose parce que aujourd'hui dans l'Est de la RDC, on vit une insécurité qui ne dit pas son nom. Et donner un nouveau mandat à la MONUSCO qui se résume par la protection des civils, pour l'instant nous avons vraiment besoin de cette protection, mais cette fois il faut que ça soit du sérieux, que ça soit du concret, et cette protection des civils passe aussi par l'accompagnement des institutions.

Au Sud-Kivu, vous savez que du côté du Sud, la question des droits de l'homme c'est une question qui se pose avec acquittement ici au Sud Kivu, et donc nous avons besoin de cette protection mais nous voulons vraiment que ça ne soit pas théorique ».

**Kananga : l'insécurité sévit dans la ville malgré les patrouilles nocturnes.** Les derniers de la série ont été commis dans la nuit de dimanche 20 décembre, dans deux domiciles différents de la localité Snel du quartier Malandji dans la commune de Kananga. Aussitôt informée, la patrouille de nuit s'est présentée tardivement et n'a fait que constater les dégâts.

**Lomami : démantèlement d'un réseau mafieux à la DGRLO/Kabinda.** Dans la province de Lomami, le chef d'antenne de la direction générale des recettes de Lomami (DGRLO), antenne urbaine de Kabinda, son adjoint ainsi que quatre autres agents de la même régie financière sont aux arrêts depuis le samedi dernier. Ils sont poursuivis pour le détournement des recettes dues à la province de Lomami, à travers l'utilisation des carnets parallèles des imprimés de valeur. Le ministre provincial des finances, économie, petites et moyennes entreprises de Lomami dénonce cette pratique, et met en garde d'autres agents tentés de se lancer dans ces antivaleurs. Thimothée Tshite indique qu'il est déterminé de mettre la main à ceux qui veulent empêcher le décollage de la province.

**Nord-Kivu : paralysie des activités dans le centre-ville de Beni.** Certains commerçants rencontrés sur les lieux ont affirmé craindre d'être pris à partie lors des débordements des manifestations des jeunes. Raison pour laquelle ils ont préféré observer d'abord la situation avant d'ouvrir leurs commerces. Des éléments de la police anti-émeute étaient visibles dans tous les points chauds de la ville. Selon des sources sécuritaires, ce dispositif a été déployé pour s'assurer du respect par tous, des mesures du Chef de l'Etat interdisant les marches publiques, les productions artistiques, les kermesses, les cérémonies festives et les réunions de plus de dix personnes. Les autorités locales renseignent que huit jeunes qui avaient tenté de manifester contre la Monusco, le samedi dernier avaient été interpellés pour trouble à l'ordre public et rébellion à la décision du Chef de l'Etat.

**Couvre-feu à Beni : la société civile demande à la police d'éviter des tracasseries,** lors du suivi des mesures de couvre-feu décrété par le chef de l'Etat pour la lutte contre la propagation de la maladie à coronavirus. Tout en saluant le travail abattu par cette dernière par la sensibilisation pendant les heures de couvre-feu à travers la ville, la société civile demande également aux autorités et aux agents de l'ordre d'être exemplaires pour l'exécution de cette mesure salutaire contre la Covid-19. **Le maire encourage la population à « aider » la Police.** « Au sujet du couvre-feu, nous encourageons la population à aider la police à ne pas travailler après 21 heures. Les gens qui sont dans les terrasses, et bars, doivent fermer avant 21 heures. Si on vous trouve en train de prester au-delà de ces heures, on va vous arrêter, comme c'est la police, naturellement vous payez des amendes. Même avant 21 heures, on doit imposer le respect des mesures barrières aux clients qui viennent fréquenter les lieux publics. Donc, quand vous quittez la maison, et que vous allez sur un terrain public, vous devez vous-même vous munir de votre cache-nez, et partout où il y a des lavages de mains, vous vous laver les mains avec le respect de la distanciation. C'est de cette façon-là que nous allons vite gagner la bataille contre COVID-19 », a conseillé le maire.

**Ituri : au moins 10 personnes blessées dans une incursion des hommes armés à Pede.** Le président de la société civile de Byakato, Bernard Babala, précise que cette attaque a entraîné le déplacement des habitants dont certains se sont retranchés dans la brousse. Il demande aux militaires FARDC de renforcer les patrouilles de combat dans cette zone pour sécuriser la population. C'est la quatrième attaque des hommes armés en l'espace de trois jours dans le territoire de Mambasa.

**Nord-Kivu : la Lucha exige la libération de ses 6 militants, détenus au Parquet de grande instance.** « Nous avons informé le maire de la ville et les autorités compétentes censées sécuriser notre manifestation pacifique. Mais chose déplorable, certains d'entre nous ont été tabassés, et certains sont encore arrêtés. Nous demandons leur libération immédiate».

Les militants de la Lucha ont été interpellés par la Police au moment où ils voulaient manifester, pour dénoncer la montée de l'insécurité dans la ville de Goma. Au cours de la répression menée, la plupart d'entre eux, auraient été violemment molestés avant d'être conduits au parquet. **Début du procès de 8 militants de la Lucha jugés en procédure de flagrance.** Le ministère public accuse ces huit militants de Lucha de sabotage et de destruction méchante. Selon l'organe de la loi, pendant qu'ils manifestaient samedi dernier, ces militants se sont introduits dans les installations du commandement urbain de la Police du Groupe mobile d'intervention (GMI). Ils ont fait tomber le mât du drapeau de la République et cassé quelques chaises en plastique utilisées dans les bureaux. Après identification des prévenus, la défense a soulevé quelques exceptions, notamment le non-respect du délai pour la tenue d'une audience en flagrance et la compétence du tribunal. Ces exceptions ont été rejetées par le ministère public. L'audience suspendue reprendra mardi 22 décembre.

**Lualaba : la gestion financière de la province oppose le gouverneur Muyej et son adjointe.** Le gouverneur du Lualaba, Richard Muyej, et le vice-gouverneur, Fifi Masuka, ne s'entendent pas depuis samedi 19 décembre, sur la gestion financière de la province. Elle accuse son titulaire notamment de la mauvaise gestion de la province, l'endettement, l'opacité dans la passation des marchés. Ce que rejette Richard Muyej. Il pense plutôt qu'il est question de conflit de compétence et de non-respect des attributions par Mme Fifi Masuka. Outre ces accusations, le vice-gouverneur parle aussi de l'existence d'une vingtaine de comptes fictifs, le traitement de faveur envers ceux qui sont proches au gouverneur Muyej.

**Défections et dissensions au FCC, le PPRD appelle à l'unité.** « Il faut considérer que toutes ces réactions n'ont qu'un seul objectif : c'est celui de redynamiser le FCC dans l'unité, mais toujours dans la diversité parce que le FCC n'a jamais été monocolor. C'est tout à fait normal que des voix discordantes soient entendues, mais à la fin, nous croyons pouvoir réunir tout le monde, autour du seul et même objectif, c'est l'unité de la famille politique, et la reconquête du pouvoir du sommet à la base ou de la base au sommet », a déclaré François Nzekuye. En effet, après la déchéance du bureau Mabunda à l'Assemblée nationale, une vague de défections est constatée au sein du FCC, regroupement politique de Joseph Kabila. A l'interne, des voix discordantes s'élèvent, notamment pour demander le changement de la coordination nationale de cette plateforme, dirigée par Néhémie Mwilanya. « Le FCC reste un et indivisible mais la démocratie veut qu'il y ait un débat interne, et c'est ce qui se fait. Le problème est que la coordination qui est en place n'a pas été à la hauteur et doit se mettre à l'écart ».

### Mardi 22 décembre.

**La société civile dénonce les tracasseries militaires à Lubero,** et les menaces de mort contre des acteurs de la société civile et des activistes de droits de l'homme par les militaires à Makoko. La coordination de la Nouvelle société civile en territoire de Lubero indique que depuis quelques jours, les militaires Fardc de Makoko, sous la houlette de leur commandant local, organisent des patrouilles nocturnes qui commencent souvent à partir même de 18 heures locales. Ils arrêtent massivement des habitants, les accusant d'être des Maï-Maï. Et ils exigent des sommes exorbitantes allant de 3000 à 5000 francs congolais, selon l'infraction, pour obtenir la libération des personnes arrêtées. Cette structure citoyenne ajoute que ces militaires accusent faussement personnes arrêtées d'être des Maï- Maï et des jeunes filles d'être les femmes des miliciens. Les acteurs de la société civile et les activistes de droits de l'homme, qui dénoncent ces cas de tracasserie, vivent actuellement sous les menaces de mort du commandant local des FARDC, affirme la même source.

**Couvre-feu à Beni : l'ONG CEPADHO suggère une évaluation hebdomadaire.** Maître Omar Kavota, vice-président du conseil d'administration du Centre d'études pour la paix, le développement et les droits de l'homme (CEPADHO), invite la police d'être tolérante : « Par rapport aux mesures barrières, nous estimons qu'elles restent indiscutables. Mais, comme étant donné que le couvre-feu, n'est pas un couvre-feu à caractère sécuritaire, nous pensons qu'une personne trouvée seule dehors, ne pouvait pas être arrêtée tant qu'il ne viole aucune mesure barrière contre la COVID-19. Nous suggérons également que le chef de l'Etat ordonne une évaluation hebdomadaire de la situation de manière à insérer éventuellement les jours repos au couvre-feu. »

**Tanganyika : 1 mort et plusieurs blessés lors de l'incursion de la milice Twa à Kintu.** D'après la société civile locale, l'attaque du village Kintu s'est déroulée à 5h du matin, lundi 21 décembre. Les assaillants, un groupe de miliciens Twa, ont emporté plusieurs biens de la population, après avoir tué un habitant à coups de flèches et blessé plusieurs autres. C'est dans cette localité qu'un agent du service des mines avait été tué au mois de mai dernier par un groupe d'assaillants Twa.

**5 morts lors de l'attaque des présumés rebelles ADF à Bulongo.** La société civile locale indique que c'est vers une heure du matin de mardi que ces hommes armés, identifiés comme des ADF, ont attaqué la cité de Bulongo, une commune rurale du secteur de Ruwenzori à plus ou moins 30 km de Beni. Selon l'ONG « Action pour la paix en Afrique », les cinq victimes ont été tuées à la machette et à l'arme à feu par ces assaillants. Une vingtaine d'autres civils sont portés disparus. Pour le moment, il y a un déplacement massif de la population de Bulongo vers les milieux jugés sécurisés

**Kasaï : un groupe de députés accuse le bureau de l'assemblée provinciale de népotisme.** Pour Me Hubert Ngulandjoko, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase c'est la transmission de l'édit budgétaire à l'exécutif provincial sans l'aval de la plénière. Ce que ce député qualifie de « copinage » avec le gouvernement provincial du Kasaï. Le président de cet organe délibérant, Aloïs Mushitu, accuse, à son tour, ces députés pétitionnaires de vouloir bloquer la marche de la province. Il explique avoir transmis cet édit budgétaire pour ne pas dépasser la date butoir qui était fixée au 15 décembre.

**Nord-Kivu : les motos sans plaques interdites de circuler à partir du 1er janvier 2021.** Selon le comité provincial de sécurité, cette mesure prise lundi 21 décembre vise à éradiquer la criminalité urbaine et l'insécurité récurrente dans la région, occasionnées souvent par les utilisateurs de cet engin. « Comme vous le savez, nous sommes en train de traverser une période de difficulté d'insécurité, on a remarqué, à l'intérieur comme dans toutes les villes que la plupart des criminels utilisent les motos non identifiées, donc non immatriculées ».

**Leïla Zerrougui: « L'objectif, c'est de laisser un Congo stable et en paix »** « Petit à petit, on va finir par quitter le pays. Mais, on veut laisser ce pays stable, on veut le laisser en paix. On ne veut pas qu'on parte, et puis que la situation dégénère. Petit à petit, quand on quitte une zone, c'est définitif, on ne revient plus, puisqu'on a bien évalué la situation avec les autorités. Ce n'est pas nous qui décidons tout seuls. (...) L'objectif, c'est de laisser un Congo stable, qui peut se concentrer sur son développement, qui construit des relations d'égal à égal avec ses voisins, et des relations d'intérêt commun, qui vont renforcer la paix, la stabilité, le développement », a affirmé la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC.

**Nord-Kivu : naissance d'un bébé gorille au Parc national des Virunga.** C'est Bilali qui a donné naissance d'un bébé de sexe masculin. Cette naissance est la troisième enregistrée dans cette famille et la dix-septième au PNVI depuis janvier 2020. Pour la famille Munyaga, elle passe désormais de 11 à 12 individus. Au total, 160 gorilles identifiés, sans compter environ 58 gorilles habitués non encore identifiés et 4 du centre Senkwekwe/Rumangabo.

**Nord-Kivu : la Monusco lance un projet de réinsertion socioéconomique d'enfants sortis de groupes armés.** Ce projet de six mois est réalisé par la section Protection de l'enfant de la Monusco au Grand-Nord-Kivu, en collaboration avec l'ONG locale Enfant pour l'Avenir et le Développement (E.A.DEV). Au total, 120 enfants, dont 30 filles, sortis de groupes armés sont bénéficiaires de ce projet. Son objectif est l'amélioration du bien-être intégral des enfants de 16 à 17 ans, après leur passage dans un groupe armé. 100 d'entre eux sont sortis directement des groupes armés et 20 sont des enfants vulnérables de la communauté exposés à la violence. Cela est censé se faire par la restauration de la confiance et la cohabitation pacifique entre ces enfants et leurs communautés à travers des activités de réinsertion socioprofessionnelle et psycho-sociale.

**Mercredi 23 décembre.**

**3 morts lors d'une attaque des miliciens CODECO et FPIC à Djugu,** lors de leur incursion dans la nuit de lundi à mardi 22 décembre au village Gbalana, secteur de Banyali-Kilo dans le territoire de Djugu (Ituri). Les corps des victimes ont été découverts mardi après cette attaque, affirme le président de cette communauté. Ce dernier dénonce l'absence de l'armée dans cette zone, qui justifie l'activisme de ces hommes armés.

**Couvre-feu : les habitants de Bandundu dénoncent des tracasseries policières.** Quatre jours après le début du couvre-feu instauré pour protéger la population contre la deuxième vague de la COVID-19 en RDC, certains habitants de la ville de Bandundu crient déjà aux « tracasseries policières ». Ils dénoncent des arrestations arbitraires qui seraient opérées par la police même avant 21h, heure d'entrée en vigueur du couvre-feu. Contacté à ce sujet le porte-parole de la police du Kwilu, conseille aux personnes arrêtées d'exiger d'être acheminées au commissariat de la police pour être libérées sans payer une amande.

**Beni : deuxième jour du procès des membres de la Lucha au tribunal militaire.** Le tribunal c'est d'abord prononcé sur les exceptions soulevées la veille par la défense. Il s'agit de la compétence du tribunal et le non-respect du délai pour la tenue d'une audience en flagrance. Le tribunal a déclaré irrecevables ces exceptions, pour non-respect de la procédure, qui exige, pour tout prévenu, de déposer un mémoire unique. La défense a ensuite soulevé une autre requête en demandant au président de la composition et les juges du tribunal de se déporter. Pour la défense, quatre des cinq juges du tribunal sont des policiers. Pourtant la police est présentée comme victime dans l'acte d'accusation. L'audience a été suspendue et reprend le jeudi.

**Des urnes déjà placées pour l'élection à la FEC, moins de 10 électeurs présents.** La Fédération des entreprises du Congo (FEC) organise mercredi 23 décembre, l'élection de son président du conseil d'administration (PCA). Un seul candidat en lice a été enregistré et retenu. C'est l'associé gérant de la société Gecontrants et vice-président de la Fédération des entreprises du Congo en charge du climat des affaires, Dieudonné Kasembo Nyembo. Selon la FEC, s'il y a élection, elle se passerait sans ceux qui sont appelés à élire. Ce serait une élection voulue et organisée par le Conseil d'Etat contre la volonté du patronat congolais. La FEC a déjà exprimé son désaccord dans sa dernière lettre adressée au greffier en chef du Conseil d'Etat. Pour elle, une telle élection violerait non seulement les textes qui la régissent, mais aussi la Constitution et les

mesures des gestes barrières contre le Coronavirus interdisant tout rassemblement de plus de vingt personnes. La FEC précise que le corps électoral de la FEC est composé de plus de cent membres. Si à la FEC on estime que l'élection a déjà eu lieu conformément à ses statuts et règlement intérieur, au Conseil d'Etat par contre, on pense qu'elle a été irrégulière. Saisi par la plainte de Dieudonné Kasembo, candidat recalé lors de la première élection, le Conseil d'Etat avait pris une ordonnance annulant l'élection d'Albert Yuma comme PCA. Et en exécution de cette décision de référé liberté, le greffe a été chargé d'organiser ladite élection, malgré le refus du patronat. **Dieudonné Kasembo élu à la tête de la FEC**, avec 14 voix sur 14 votants, ce mercredi au siège du patronat congolais. Tous les bureaux de la Fec sont restés fermés, sauf celui du Secrétaire général qui a offert ses services à l'équipe du greffier en chef du Conseil d'Etat. Et tout s'est déroulé dans le calme et dans la stricte observance des mesures anti-covid-19.

**Maniema : pas d'eau potable à Kasongo depuis 1 mois.** Selon l'administrateur du territoire cette situation met en danger la population de Kasongo surtout en cette période de la deuxième vague de la covid-19. Le directeur provincial de la Regideso reconnaît la situation et dit avoir dépêché une équipe sur terrain.

**Beni : le consortium des confessions religieuses rappelle les gestes barrières lors des cultes en cette fin d'année.** « Nous en tant que confession religieuse, nous avons été vraiment satisfaits de la manière dont cette fois ci les églises n'ont pas été fermées mais des restrictions avec les veillées de prières. A cette période de Noël et de nouvel an, il est vrai que beaucoup d'églises se préparaient déjà à de veillées de prières. Mais comme ça été prohibé, qu'on organise seulement les cultes de la journée. Et c'est pourquoi nous demandons à tous les responsables d'églises locales de respecter scrupuleusement ce qui a été décidé par la haute autorité de la république. Nous demandons aussi aux responsables d'églises lorsqu'il faut célébrer la sainte scène, d'éviter d'utiliser le désinfectant, mais d'utiliser plutôt de l'eau et du savon. Que lorsque nous nous entrons en l'église, nous soyons munis des cache nés ».

**Sud- Kivu : l'UNPOL fête Noël avec les enfants de la rue.** Les femmes policières UNPOL de la Monusco / Bukavu ont fêté mardi 22 décembre, la Noël 2020 avec les enfants abandonnés de Bukavu. Selon l'UNPOL, il s'agit des enfants amis de Jésus du Centre programme d'encadrement des enfants des rues (Peder) de Bukavu. Plus de 1.500 enfants ont reçu des sacs de vivres et bien d'autres cadeaux pour leur permettre de fêter la Noël comme tous les autres enfants.

**Tshopo : le ministre provincial de la santé encourage le projet des naissances désirables présenté par l'Association pour le Bien-Être familial-Naissances désirables (ABF).** « Nous tous, nous devons nous approprier du projet, mais aussi comme bien d'autres partenaires qui interviennent dans le secteur, nous devons harmoniser les actions, harmoniser les activités avec les autres programmes pour éviter le chevauchement. S'il y a des propositions, des suggestions à faire, c'est le moment que nous devons le faire pour que ce projet apporte un plus sur la planification familiale. Aujourd'hui, nous tous, nous savons que les naissances désirables sont très importantes. Dans nos familles, dans nos communautés nous sommes en train de donner des naissances comme nous le voulons. Nous avons une surpopulation ; les uns ils disent que c'est bien mais pour nous les autres nous disons que ce n'est pas bien parce qu'il faut être en mesure de nourrir ces enfants, il faut être en mesure d'éduquer ces enfants », a expliqué le ministre provincial de la santé.

**Jeudi 24 décembre.**

**Des bandits armés multiplient des attaques contre des pêcheurs sur le lac Tanganyika.** La société civile en territoire de Fizi, qui a tiré mercredi 23 décembre la sonnette d'alarme, signale que 68 moteurs hors-bords ont été pillés au cours de cette année 2020 par des hommes armés soupçonnés d'être des miliciens Maï-Maï sur le lac Tanganyika.

**La République démocratique du Congo réintègre dans l'AGO, l'African Growth and Opportunity Act ou loi sur la croissance et les opportunités en Afrique.** Il s'agit de la concrétisation de l'un des engagements du Partenariat stratégique privilégié entre les deux Etats. Cette décision va permettre aux producteurs locaux congolais d'exporter directement vers les USA plus de six mille produits différents, sans tarifs douaniers comme par le passé. En prenant cette décision, le président Trump désigne la RDC comme pays bénéficiaire d'Afrique subsaharienne, aux termes de l'article 506A de la loi sur le commerce. La RDC avait perdu ce statut en 2010 par la décision du président Barack Obama, motivée par des inquiétudes liées aux violations des droits de l'homme.

**Beni : le maire tente d'harmoniser les vues entre la Regideso et ses partenaires.** Cette réunion intervient après que ces partenaires ont installé plusieurs stations d'approvisionnement d'eau potable ainsi que des forages à travers le territoire et la ville de Beni. L'autorité urbaine explique qu'il est question de se rassurer de la qualité de l'eau fournie à la population, mais aussi d'harmoniser le travail entre cette société publique et ses partenaires pour éviter une prochaine incohérence. « Nous



pensons que la question est en train d'être solutionnée, pour que tous les partenaires, c'est-à-dire la Regideso et les autres qui investissent dans l'eau, qu'il n'y ait pas des incohérences dans le travail», a-t-il expliqué.

**Sud-Kivu : la Monusco appelle les déplacés à ne pas s'impliquer dans les combats entre miliciens à Kamombo.** Une équipe de la Monusco/Uvira en mission conjointe a lancé cet appel mardi 22 décembre, aux déplacés internes à Mikenge, dans le secteur d'Itombwe. La mission faisait suite de la résurgence des affrontements entre les Mai-Mai et la coalition armée de Gumino/Twigwaneho depuis dimanche dernier dans les zones de Kamombo, situé à 10 kms à l'est de Mikenge. Selon la société civile, l'équipe s'est réunie avec des représentants des déplacés internes (principalement des Banyamulenge), des officiers des Fardc et les casques bleus de la Monusco basés à Mikenge.

**Beni : l'ONG « CEPADHO » demande aux acteurs politiques de se préoccuper de questions sécuritaires.** Cette réaction intervient au lendemain de l'attaque des présumés rebelles des ADF, au cours de laquelle six civils avaient été tués et plusieurs autres personnes enlevées dans la commune rurale de Bulongo, secteur de Ruwenzori. Le vice-président du conseil d'administration du CEPADHO, Maire Omar Kavota demande aux acteurs politiques de s'intéresser aussi aux questions sécuritaires : « Le contexte dans lequel nous nous trouvons, c'est que les gens, surtout les acteurs politiques et les décideurs, sont préoccupés par des questions politiques. Et de ce fait, les questions sécuritaires sont occultées. Nous disons qu'autant on doit s'occuper des questions politiques, autant on doit s'occuper des questions sécuritaires comme la problématique de la COVID-19, il faut qu'on s'occupe également des questions sécuritaires. Et cela nécessite que les acteurs, dans leur diversité, comprennent que c'est une nécessité. » Selon Omar Kavota, il faut impliquer tous les Etats de la région et toutes les puissances dont l'expertise s'est avérée dans la lutte contre le terrorisme pour endiguer cette menace.

**COVID-19 en Ituri : la société civile accuse gouvernement provincial de ne pas respecter les mesures barrières.** La coordonnatrice intérimaire de la société civile de l'Ituri, dit avoir constaté que le gouvernement provincial continue d'organiser des activités qui réunissent plus de quarante personnes, alors que cela est interdit par le Président de la République.

**Kwilu : 27 députés provinciaux adhèrent à l'Union sacrée de la nation.** « Nous députés provinciaux de la province du Kwilu, toutes tendances confondues, sommes réunis ce 23 décembre 2020 pour évaluer la situation du pays en général et de la province en particulier. Faisant du discours du chef de l'Etat nôtre, et en vue d'instaurer un climat de paix dans notre province, et de booster son développement, les 27 députés provinciaux présents s'engagent à adhérer à l'Union sacrée pour apporter leur soutien indéfectible au chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo », a affirmé le député provincial Franc Gatola Mungela, chargé de communication de ce groupe de 27. Ces députés invitent leurs autres collègues « retardataires » à les rejoindre à l'Union sacrée en se faisant enregistrer auprès du député provincial Lambert Luhondo Tundu.

**Naufrage sur le lac Albert : au moins 80 disparus et 30 rescapés.** Parmi les victimes, on compte des Ougandais et des Congolais. La pirogue qui partait de l'Ouganda pour l'Ituri transportait plus de cent personnes, toutes des commerçants. Arrivée à Kalolo sur le lac Albert du côté ougandais, la barque a fait face à une grande tempête et a chaviré. Quatre-vingts passagers, tombés dans l'eau, sont toujours portés disparus. Seuls, trente autres s'en sont tirés de justesse, affirme le coordonnateur de l'ONG Collectif Sauvons le Congo, David Mokili Mungunuti.

**FCC : Joseph Kabila nomme Raymond Tshibanda président du comité de crise.** En sa qualité d'autorité morale du Front commun pour le Congo (FCC), Joseph Kabila a nommé son ancien ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, comme président de la commission de crise, qui aura pour rôle d'assurer l'intérim de la coordination de cette plate-forme. Ce changement fait suite à des dissensions, qui sont apparues au sein du FCC surtout après la destitution de Jeanine Mabunda du bureau de l'Assemblée nationale. Tout récemment, un groupe de sénateurs FCC ont adressé un mémorandum à Joseph Kabila, demandant la destitution du coordonnateur, Néhémie Mwilanya, et tout son bureau à la tête de ce méga-regroupement politique qui détenait, jusqu'il y a peu, la majorité au sein des deux chambres du Parlement de la RDC.

**André-Alain Atundu : « Le FCC n'est pas un avion sans pilote en chute libre ». « Face à la furie actuelle, essentiellement alimentée par les transfuges du FCC et les talibans, le FCC, aligné derrière le Président Kabila reste serein et occupé à évaluer correctement la situation pour donner des orientations précises. J'exhorte les regroupements de prendre leur mal en patience pour ne pas donner une fausse impression de panique et de subir les événements », a expliqué le communicant du FCC.**

**Kwango : pénurie d'intrants de prise en charge du paludisme.** La ministre provinciale de la Santé précise aussi que la dernière distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticides date de 2016 contrairement au protocole de prise en charge de paludisme qui exige que les moustiquaires soient distribuées chaque deux an. Elle plaide auprès des partenaires afin de venir en appui au Kwango pour une prise en charge efficace de cette maladie.

**Mongala : des bandits emportent au moins 16 millions de Francs congolais destinés à la paie des agents de l'ISTA Ebonda.** Ce vol à main armée a eu lieu mercredi 23 décembre en pleine journée, sur la route de Bumba, à environ 2 km de la localité d'Ebonda. Le secrétaire administratif et financier de l'ISTA Ebonda, rentrant de Bumba, où il avait retiré les fonds pour la paie du mois de décembre. Il avait chargé les colis sur une moto taxi et lui-même suivait sur une autre moto, accompagné de l'agent préposé de l'Afriland Bank. Arrivés sur les lieux, ils ont trouvé des jeunes qui ont coupé la route, sous prétexte d'exécuter des travaux de réparation. Aussitôt, a indiqué la même source, un policier va surgir de la forêt.

Il tire à bout portant sur le taximan qui tombe sur-le-champ. Il pointe ensuite le canon en direction de la seconde moto. L'Administratif de l'ISTA et son convoyeur n'ont eu la vie sauve qu'en se jetant dans la forêt.

**Vendredi 25 décembre.**

**Beni : préparatifs de Noël sur fond d'insécurité.** Pas d'engouement du tout au marché central de Kilokwa et dans des boutiques et magasins à travers la ville de Beni. Pas assez d'objets de décorations à travers les grandes places du centre-ville. Tous les lieux prévus pour les festivités sont fermés en dépit des préparatifs annoncés avant l'annonce des mesures barrières contre la deuxième vague de Coronavirus par le Chef de l'Etat.

**L'ONU appelle à poursuivre la lutte contre les abus sexuels en RDC.** Le Coordonnateur humanitaire en RDC, David McLachlan-Karr, se base sur le rapport d'une mission déployée en RDC par le Comité permanent inter-organisation (instance mondiale de coordination humanitaire) à la suite de la dénonciation par bon nombre de femmes des comportements répréhensibles d'exploitations et abus sexuels survenus dans l'Est du pays lors de la campagne de riposte contre la 10e épidémie d'Ebola. La mission de la coordination humanitaire mondiale a été déployée du 20 octobre au 14 novembre et rapporte que les enquêteurs ont fait deux constats. Le premier : un important apport monétaire ainsi qu'une main-d'œuvre masculine disproportionnée et extérieure aux communautés locales avaient augmenté les risques d'inconduite dans le chef des staffs affectés à la campagne de riposte contre la 10e épidémie d'Ebola dans cette partie de la RDC. L'autre constat porte sur le manque de mécanismes facilement accessibles et sécurisés, qui n'a pas non plus permis de signaler les abus dans ce cadre. « Nous devons restaurer la confiance. L'exploitation et les abus sexuels commis sur les personnes que nous sommes censés servir ne peuvent être tolérés. »

**500 000 USD de la Corée pour lutter contre la malnutrition au Kasai-Central.** Avec ce fonds du gouvernement coréen, le PAM fournira de la nourriture à plus de deux mille enfants malnutris dans la province du Kasai-Central. L'agence onusienne pourra aussi former plus de quatre mille femmes enceintes et mères allaitantes à une meilleure nutrition, à l'hygiène et à l'allaitement. Ce financement permettra aussi de faire face aux effets néfastes de récents mouvements des populations, de la COVID-19 et d'autres défis dans le centre de la RDC.

**Kisangani : la Fondation Denise Nyakeru assiste des femmes et enfants vulnérables.** Les premières ont fêté Noël en famille grâce au paiement de leurs factures en souffrance dans cet hôpital faute de moyens alors qu'elles y étaient retenues durant plusieurs mois. Les seconds eux, ont reçu des vivres qui leur ont permis de célébrer la nativité avec faste.

**Naufrage sur le lac Albert : 41 corps repêchés.** Le chef de la chefferie de Wagongo, Unekan Tchovidong, précise que parmi ces victimes, figurent des Ougandais et des Congolais. Selon lui, les recherches se poursuivent pour tenter de retrouver des survivants, mais aussi les corps des personnes mortes.

**Samedi 26 décembre.**

**Lomami: 3 membres de l'assemblée provinciale déçus.** Il s'agit du rapporteur, de son adjoint, ainsi que de la questeur. L'auteur de la motion, accuse ces membres du bureau de plusieurs griefs, notamment le blocage des contrôles parlementaires, la mauvaise gouvernance et l'incompétence notoires. Malgré leur défense, la plénière a pris acte de leur déchéance. Cette motion incidentielle concernait quatre membres de bureau de l'organe délibérant de la province de Lomami. Les 3 membres présents n'ont pas échappé à la sentence de leurs pairs. Cependant le président de cet organe délibérant visé également par la même motion séjourne quant à lui à Kinshasa. C'est ainsi que son cas n'a pas été traité.

**Nord-Kivu : Noël à Masisi sur fond d'affrontements armés.** Le village Kilambo, à une dizaine de kilomètres de Nyabiondo a été le théâtre d'une énième attaque des Mai-Mai du groupe APCLS de Janvier Kalahiri. Une attaque qui a

ciblé la position Fardc en opération dans la zone, indiquent les sources administratives du secteur Osso Banyungu. L'armée congolaise qui était en alerte a aussitôt réagi causant un mort et au moins trois blessés dans le rang des assaillants. C'est presque toute la semaine que les villages Lukweti, Kahira et Tambi, vivent sous tensions permanentes, à la suite des affrontements entre deux coalitions des groupes armés Nyatura, APCLS et NDC/Rénové de Bwira. Ces affrontements, accompagnés des pillages du bétail, occasionnent des déplacements des populations, dans certains de ces villages. Au moins 2 civils ont été blessés.

**Fête de Noël à Kinshasa : les Kinois ont bravé le couvre-feu**, dans les terrasses et buvettes de la ville de Kinshasa, à l'occasion, de la fête de la nativité de Noël. Si dans la matinée, la journée était morose, plusieurs débits des boissons ont continué à servir après 21 heures, heure du début de cette mesure.

**Ituri : 9 morts et 11 otages, bilan revu à la hausse de l'attaque des miliciens FPIC à Djugu.** Des miliciens de la FPIC ont quitté leur bastion en territoire d'Irumu pour commettre des exactions mardi dans le territoire voisin de Djugu. Ils ont fait incursion aux villages de Ndasi, Paradiso et Maliakizungu en secteur de Banyari Kilo. Neuf personnes ont été tuées et trois blessées et 11 autres kidnappées, affirment des sources de sécurité. Elles précisent que trois autres corps ont été découverts avant-hier dans la région qui est difficile d'accès à cause de l'insécurité. Ces hommes armés ont également pillé plusieurs biens de la population qui ont été ramenés dans leur maquis. Le chef de secteur de Banyari Kilo, Innocent Madukadala, fustige la reprise des atrocités après quelques mois d'accalmie. Il plaide pour le déploiement des Fardc, dans certains coins stratégiques pour dissuader ces rebelles.

**Couvre-feu à Matadi: le maire dénonce le monnayage de passage dans les barrières.** Camouflés dans une voiture de marque Toyota IST, pour constater le respect du couvre-feu, le maire de la ville de Matadi en compagnie des journalistes dont celle de la radio okapi, s'est vue intimider et tracasser par un élément en tenue de la police. Lorsque le chauffeur du maire s'est arrêté devant la barrière, le policier s'est approché du véhicule, invitant le chauffeur et ses passagers à négocier le passage moyennant deux mille francs congolais chacun. Déçu par cette scène honteuse, le maire de Matadi est sorti de la voiture et a ordonné l'arrestation de ce policier.

**Présidence de l'Union africaine : Félix Tshisekedi opte pour une approche de subsidiarité (Marie Tumba).** « Dans le cadre du mandat de mon pays, la thématique globale choisie par le Chef de l'Etat son excellence Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, c'est qu'il opte pour une approche de subsidiarité, laquelle vise à rapprocher l'Union africaine de peuple de notre beau continent », a indiqué Mme Tumba Nzeza. « Nous voulons que ce passage de la RDC via son Président de la République puisse faire date et laisser une lettre de noblesse au niveau de l'institution africaine, une telle structure a besoin de s'asseoir sur plusieurs axes. Nous avons besoin de votre soutien, et de bonne foi », a ajouté Eberande Kolongele, le directeur ad intérim de cabinet du Président de la République Le président Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo de la RDC va présider l'Union africaine pour la période allant de 2021 à 2022. Les membres des corps diplomatiques accrédités en RDC, des hautes personnalités congolaises et notamment la représentante spéciale de l'UA en RDC, Mme Michèle Hélène Natou Ndiaye, ont pris part à l'atelier du Panel à Kinshasa.

**Accusé de détournement de la ration militaire, le major Sukami devrait être déféré à la Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu.** Le major Sukami est accusé d'avoir détourné en octobre dernier la somme de 72 000 USD. Cet argent était destiné aux militaires du 2103 Régiment des Fardc, déployés dans le territoire de Beni pour la traque des ADF. Selon les sources judiciaires, sur cet argent, le Major Sukami Willy avait soutiré 144 millions de Francs Congolais qu'il va remettre à un marabout non autrement identifié pour une opération de multiplication d'argent. Le marabout, à son tour, a disparu avec cette somme d'argent. Il est jusqu'à ce jour, recherché par la justice militaire.

**Dimanche 27 décembre.**

**Union sacrée : Félix Tshisekedi échange avec Moise Katumbi et Jean-Pierre Bemba.** Ces deux personnalités sont venues le rencontrer, après avoir pris publiquement position en faveur de l'Union Sacrée de la Nation. Les deux invités du Président de la république n'ont pas voulu s'exprimer devant la presse à l'issue de leur entrevue. « Mais l'on croit savoir qu'ils ont évoqué les grandes questions politiques de l'heure notamment la matérialisation de l'Union sacrée de la Nation qu'ils soutiennent », indique l'ACP.

**Ouverture imminente de la Conférence des gouverneurs à Kinshasa.** Tous les gouverneurs des provinces de la République démocratique sont attendus à Kinshasa dès ce weekend. Ils sont invités par le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, sécurité et affaires coutumières Gilbert Kankonde, pour prendre part à la conférence des gouverneurs qui aura

lieu du 28 au 29 décembre prochain. Ces travaux de deux jours seront présidés par le Chef de l'Etat, sous le thème : « la gouvernance des provinces dans l'environnement démocratique actuel: défis et opportunités ».

**Sud-Kivu : la motion de défiance contre le gouverneur rejetée.** C'est un groupe de 5 députés provinciaux qui ont initié la motion pour destituer le gouverneur de province. Ils l'ont déposée au bureau de l'assemblée provinciale le jeudi 24 Décembre, au même moment où le gouverneur de province quittait Bukavu pour Kinshasa. Dans l'autre camp, d'autres députés provinciaux prennent la défense du gouverneur et rejettent la démarche du bureau de l'assemblée provinciale. Selon eux, un gouverneur de province ne peut pas être destitué dans la précipitation et surtout qu'il était absent de la province. Le vote est ainsi organisé. A l'issue de ce vote, les résultats tombent : sur les 44 députés provinciaux présents, 17 ont voté pour, tandis que 26 députés ont rejeté la motion renouvelant leur confiance en Theo Kasi Nguabidje.

**Ituri : 7 morts dans un éboulement à Mongwalu.** Le bourgmestre de cette entité rapporte ce dimanche que d'autres orpailleurs ont été mobilisés pour extraire leurs corps mais sans succès jusqu'à ce jour. Les bois qui ont été placés par les victimes pour soutenir le mur du puits ont cédé. Ce qui est à l'origine du drame.

**Ituri : plusieurs dizaines de présumés miliciens FPIC arrêtés par l'armée dans le territoire d'Irumu.** Selon des sources locales, les militaires des Fardc circulent chaque jour dans les villages en chefferies de Mobala et Andisoma pour traquer les jeunes. Le dernier cas, c'est ce dimanche 27 décembre matin où deux jeunes ont été appréhendés dans leur parcelle en train de déjeuner. A ce jour, des dizaines de jeunes sont déjà aux arrêts à l'état-major de l'armée à Marabo, précisent des sources locales. Ces mêmes sources dénoncent la « chasse à l'homme ». Ce qui fait que de nombreux jeunes ont fui pour s'installer ailleurs. D'autres se cachent dans des maisons et sont contraints à l'oisiveté. Le porte-parole des Fardc en Ituri indique que ceux qui sont arrêtés sont des suspects identifiés par le service de renseignement militaire. Le lieutenant Jules Ngongio demande aux habitants qui ne sont pas en connivence avec les miliciens de la FPIC de garder leur calme et de collaborer avec l'armée pour dénicher les présumés rebelles qui se cachent dans la communauté.

**Kasaï-Oriental : arrestation d'un homme pour tentative de meurtre contre le président de l'assemblée provinciale.** Les témoins affirment que cet homme voulait ôter la vie au président de l'assemblée provinciale. Il n'a pas hésité de lancer par la fenêtre de son bureau, la bouteille remplie de liquide inflammable. Au moment de l'explosion, quelques biens dont les rideaux du bureau du président de l'assemblée provinciale ont été consumés. Quelques gouttes de ce liquide inflammables ont atteint le lanceur de la bouteille, et il s'en est aussi sorti avec un visage brûlé. Malgré les blessures, il a tout de même réussi à prendre le large malgré la présence policière. Le président qui était visé par cet homme, venait de sortir de son bureau deux minutes avant cet incident. Quelques heures plus tard, la police a arrêté le coupable.

**Lutte contre l'insécurité à Kananga : deux policiers et un Tanzanien suspects aux arrêts.** Les éléments de la police nationale ont réussi ce coup de filet au parking Ilunga-Tshimbangu, après que ces trois suspects ont été dénoncés par la population. Ces deux policiers en tenue civile et leur accompagnateur tanzanien avaient déjà pris place à bord d'un camion qui se rendait à Tshikapa. Ils ont été démasqués lors du contrôle de tous les passagers. Les agents du parking ont fait appel aux agents de l'ordre qui ont décidé de fouiller leurs sacs. C'est alors qu'ils ont découvert une arme à feu dépiécée et des tenues de la police dans leur sac. L'un de ces policiers dit provenir du Groupe Mobile d'intervention de Lubumbashi et l'autre de celui de Kasumbalesa. Ces trois suspects sont encore gardés au cachot de la police d'investigation.

#### **Lundi 28 décembre.**

**Sud-Ubangi : le gouverneur Mabenze et son gouvernement adhèrent à l'Union sacrée de la nation.** Le gouverneur du Sud-Ubangi affirme qu'il va participer à la mise en œuvre des réformes initiées par le Chef de l'Etat. Il dit se conformer ainsi à la décision de son regroupement politique, Coalition des démocrates (CODE), qui a levé l'option d'adhérer à l'Union sacrée de la nation, prônée par le président Félix Antoine Tshisekedi.

**Nord-Kivu : des bandits armés sèment la terreur à Rusayu.** Les bandits armés ont visité le domicile du notable Karemye Munyonga et sont partis avec huit chèvres au village Kalangala dans le groupement Rusayu à 17 km de Goma. Le conseil de la jeunesse du groupement Rusayu a demandé aux autorités, et surtout aux services de sécurité, de renforcer les mesures sécuritaires. Selon la même source, il ne passe pas deux jours sans que ces attaques se fassent. Cette « situation intolérable » peut pousser la population à des actes de barbarie et aux lynchages, redoute le président du conseil local de la jeunesse.

**Butembo : l'ONG CUDI assiste des déplacés de l'ISPRON.** Les Communautés unies pour le développement intégral (CUDI) plateforme d'associations des jeunes de la cellule de Vukuma du quartier Mukuna leur a apporté des vivres et produits non alimentaires. Cette activité a pour objectif de s'unir avec cette couche défavorisée en vue de bien passer les

fêtes de fin d'année. Pour la secrétaire exécutive de l'Intégration sociale pour la promotion des nécessiteux (ISPRON) : « C'est un sentiment de joie ! On nous montre l'unité. Dans la gibecière, nous voyons du riz, il y a aussi les haricots, nous voyons du savon, nous voyons aussi du sel de cuisine, il y a aussi quelques habits. Les déplacés seront rassasiés, ils vont aussi se vêtir. » L'Intégration sociale pour la promotion des nécessiteux est une organisation locale qui encadre actuellement 1882 familles des déplacés venus en majorité du grand Nord de la province du Nord-Kivu, en proie à l'insécurité depuis plusieurs années.

**Kananga: sensibilisation des femmes de Tshikaji sur les méthodes contraceptives.** Selon Dr Papy Ntumba, le PNSR organise aussi des consultations en faveur des femmes enceintes et une campagne de sensibilisation contre les violences sexuelles dans ce coin du Kasai-Central. Ces campagnes de sensibilisation bénéficient de l'appui financier et logistique de l'UNFPA.

**Beni : 8 familles locataires du camp de Mabolio dénoncent une tentative de désaffectation de ce domaine public.** Ces familles des agents de l'Etat disent être locataires du camp administratif de Mabolio depuis plus de vingt-deux ans et paient le loyer auprès du service habilité. Depuis le mois d'aout dernier, les agents du service du cadastre sont descendus sur le lieu pour placer des bornes sur ce domaine public de l'Etat non encore désaffecté par l'autorité compétente. Selon eux, dans sa lettre du 29 juillet 2020, le vice-gouverneur du Nord-Kivu avait demandé aux conservateurs des titres immobiliers ainsi qu'au chef de division de cadastre de la ville de Beni de faire droit à la demande de terre de l'Ecole officielle d'application pédagogique (EDAP-ISP) d'Oicha. Selon les sources officielles, le camp administratif de Mabolio, situé dans la commune de Beu dans la ville de Beni, aurait été identifié pour la cause. Les occupants de ce camp souhaitent le respect des procédures en matière de désaffectation d'un domaine public de l'Etat.

**Des jeunes s'attaquent à la patrouille mixte Fardc- PNC-Monusco au quartier Rwangoma de Beni.** Le maire de Beni indique qu'au cours de cette altercation, les forces de l'ordre ont commencé à tirer des coups de feu en l'air pour s'effrayer un chemin. Cette situation a créé une panique au sein des habitants de Rwangoma, dont certains se sont déplacés cette même nuit vers le centre-ville de Beni. Il annonce qu'une voiture 4x4 de l'armée a été callaisée, une moto de la police incendiée et dix jeunes interpellés. L'autorité urbaine dit ne pas comprendre que des jeunes s'organisent pour empêcher les forces de défense et de sécurité ainsi que la Monusco de faire des patrouilles pour sécuriser la ville. Depuis deux jours, un message audio attribué à un député provincial élu du territoire de Beni, qui circule sur les réseaux sociaux, accuse la Monusco et quelques officiers Fardc d'être complices de l'insécurité à Beni.

**Maniema: le gouverneur déchu et son adjoint se disputent leur participation à la conférence des gouverneurs.** Le gouverneur déchu dit avoir pleins droits de participer à cette conférence, pendant que son intérimaire dit avoir reçu l'invitation du vice-premier ministre chargé de l'intérieur, Gilbert Kankonde. Dans une déclaration faite à la presse le dimanche 27 décembre, les 15 députés ayant éjecté Auguy Musafiri de son fauteuil dénoncent la collaboration étroite du gouverneur déchu avec le vice-premier ministre chargé de l'intérieur, pour des raisons inavouées.

**Kongo-Central : début du contrôle des véhicules.** Les services de sécurité du Kongo-Central ont débuté dimanche 27 décembre la fouille de tous les véhicules, au niveau des péages longeant la route nationale, de Kinshasa au Kongo-Central. D'après le ministre provincial de l'intérieur, le gouverneur a pris cette mesure pour préserver la sécurité dans le Kongo-Central.

**Conférence de gouverneurs : Tshisekedi pour la re-visitation du fonctionnement du pouvoir central et des provinces.** Dans son discours d'orientation, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a lancé une série de réflexions devant faire l'objet d'examen en commissions. La première réflexion concerne la revisitation des objectifs fondamentaux des règles et mécanismes de fonctionnement du pouvoir exécutif national et des provinces tout en préservant les acquis de l'alternance de 2018. La deuxième réflexion a trait aux pratiques actuelles de la gouvernance des provinces au regard des principes fondamentaux qui fondent l'Etat et ceux relatifs à la libre administration des provinces. La troisième est liée aux défis actuels auxquels sont confrontées les provinces et qui empêchent leur fonctionnement optimal tout en freinant leur décollage. Il s'agit notamment du transfert des compétences, la mobilisation des ressources provinciales, des mesures contre la pandémie du coronavirus, la lutte contre la corruption et le détournement et les autres antivaleurs. Le chef de l'Etat a aussi annoncé une série des réformes institutionnelles en faveur des provinces. Il a dit tenir compte des recommandations faites par les gouverneurs des provinces lors des consultations présidentielles. Le chef de l'Etat a insisté sur le fait que la nouvelle gouvernance doit tenir compte du nouveau contexte politique de l'Union sacrée voulue par la population congolaise.



**Bas-Uele : le gouverneur Senga évincé.** Sur 16 députés présents à cette séance plénière parmi les 18 que compte cette assemblée provinciale du Bas-Uélé, 15 se sont prononcés pour l'éviction du gouverneur de son poste tandis qu'un député n'a pas rempli correctement son bulletin qui a été déclaré nul. Trois griefs principaux sont mis à la charge de Valentin Senga Paisayo : le détournement des fonds publics évalués à plus de 316 millions de dollars, l'incompétence ainsi que l'opacité dans la gestion de la chose publique. Cette motion a été analysée à l'absence de l'incriminé, actuellement en mission officielle à Kinshasa.

**Kasaï-Central : les députés déplorent la légèreté avec laquelle le dossier du barrage de Katende a été traité.** Selon le vice-président de l'organe délibérant du Kasaï-Central l'accès au site de Katende devient très difficile. Depuis la suspension des travaux en 2015, les herbes ont poussé partout. Et à Kananga, ajoute-t-il, il s'est constitué un réseau qui vole les matériels surtout les pièces des gros camions abandonnés sur place. A Lubumbashi, le député Matthieu Ntolo et ses collègues confirment avoir constaté avec amertume que c'est depuis 2015 que le gouvernement indien avait déjà convoyé tous les matériels sur place. Tout est abandonné à l'air libre dans les entrepôts de la SNCC. Dernièrement, 2 de 71 containers ont même pris feu. A l'issue de la descente sur place, la délégation a eu de contacts et indique qu'un rapport a été dressé.

**Mardi 29 décembre.**

**Félix Tshisekedi aux gouverneurs : « Les actes de sabotage de nouvelles politiques publiques ne seront ni tolérés ni impunis ».** « Les actes de sabotage de nouvelles politiques publiques que je compte impulser pour le reste de mon quinquennat, ne seront ni tolérés ni impunis. Désormais, la mise en œuvre de mon programme et ceux des gouvernements provinciaux sera suivie et évaluée trimestriellement afin de nous assurer que nos politiques publiques retenues et planifiées dans les différents secteurs de la vie nationale, améliorent les conditions de vie de notre peuple », a averti Félix Tshisekedi le 28 décembre. Il s'adressait aux chefs des exécutifs provinciaux, à l'ouverture de la conférence de gouverneurs. Le chef de l'Etat a aussi rappelé que seules les institutions nationales, à savoir : le Président de la République, le Parlement (Assemblée nationale et le Sénat), le Gouvernement ainsi que les Cours et Tribunaux, exercent l'exclusivité des missions et prérogatives en vue de l'unité du pays : « A ce titre, est notamment interdite toute participation d'un gouverneur de province à toute entreprise susceptible de mettre en danger, de suspendre ou d'interrompre dans notre pays l'Etat de droit, son indépendance, sa souveraineté, son unité, son indivisibilité, son caractère social, démocratique et laïc, notamment par la mise en place de ses propres forces de défense nationale ou de sûreté extérieure. C'est ainsi que sera sanctionnée avec sévérité toute tentative de déstabilisation de l'unité du pays à partir d'une gouvernance provinciale, quelle qu'elle soit ». Le Président Tshisekedi recommande aux gouverneurs de provinces et les membres des Assemblées provinciales d'orienter leurs choix, actions et surtout leurs décisions dans le sens de l'intérêt des populations de leurs provinces respectives et non pas pour sauvegarder des intérêts individuels, politiques ou sectaires. Selon lui, « le peuple congolais est fatigué des discours politiques. Il tient à la réalisation de son bien-être par une politique volontariste qui tient compte de ses aspirations au progrès social ». Pour y arriver, propose le chef de l'Etat, « nous nous devons, en sus des demandes spécifiques déjà énoncées, de raffermir notre démocratie, de consolider l'Etat de droit et la bonne gouvernance, de procéder à la relance de la construction des infrastructures publiques de notre pays. Nous devons abandonner les pratiques honteuses de corruption et de détournement des deniers publics qui retiennent le décollage de notre pays ».

**Ituri : les leaders religieux s'engagent à sensibiliser les groupes armés au retour de la paix.** Cet engagement a été pris au cours d'une conférence qui a regroupé plus de quatre cents pasteurs, Imams et prêtres lundi 28 décembre à Bunia, à l'initiative de l'ONG Les Rebâtisseurs. Parmi les approches pour rétablir la paix, ces hommes de Dieu ont résolu de sensibiliser les miliciens dans leurs milieux respectifs pour déposer les armes.

**Mbuji-Mayi : le procureur sollicite la levée des immunités d'un député provincial.** Le procureur général sollicite la levée des immunités du député provincial Alidor Numbi, accusé d'être impliqué dans les tueries lors des affrontements entre les Bena Shimba, les Bena Mwembia, et les Bena Kapuya à Katanda. L'avis de l'assemblée provinciale se fait encore attendre. Toutefois, au cours de la plénière de ce samedi, le bureau a mis en place une commission composée de six députés provinciaux pour analyser cette demande. La justice du Kasaï-Oriental souhaite que l'élu de Katanda comparaisse en homme libre pour défendre face aux griefs portés contre lui : notamment le meurtre, la destruction méchante et l'association des malfaiteurs. Le bilan de derniers affrontements de mois de septembre et octobre derniers entre les trois communautés du territoire de Katanda fait état de plus 80 personnes tuées, 800 maisons incendiées, près de 300 chez les Bena Shimba, près de 300 chez les Bena Kapuya et près de 200 chez les Bena Mwembia.

**Bukavu : un boutiquier blessé par balle et ses biens ravés.** Selon le président de la société civile de Kadutu, la personne agressée est un jeune entrepreneur qui se trouvait dans sa boutique lors de l'attaque. Ces bandits lui ont ravi de l'argent,

avant de s'enfuir. Ces brigands ont tiré à bout portant sur la victime et l'ont blessée aux pieds. L'équipe des policiers affectée à la sécurité du quartier n'a pas fait mouvement pour sauver ou protéger le jeune agressé.

**Nord-Kivu : le personnel de l'assemblée provinciale réclame 9 mois de salaires.** Dans une déclaration ils dénoncent « la violation intentionnelle de l'article 175 alinea-2 de la constitution » par le pouvoir central ; du fait que la rétrocession ne bénéficie toujours pas aux provinces.

**COVID-19 : 2 nouveaux cas enregistrés dans la province du Kwilu.** Selon le ministre provincial de la santé, Dr Arnold Kapalati, il s'agit de deux hommes adultes. L'un est dans la ville de Bandundu et l'autre à Idiofa, chef-lieu du territoire du même nom. Tous les deux avaient séjourné à Kinshasa. Ces deux nouveaux cas de Coronavirus dépistés au Kwilu amène la province à huit cas depuis le début de l'épidémie en RDC, le 10 mars 2020.

**Beni : un afflux de déplacés observé à la suite des combats entre les FARDC et les ADF,** dans le secteur de Rwenzori. Elles vivent dans des conditions difficiles, étant donné que toutes les zones qui alimentent la ville de Beni en vivres sont sous menace d'insécurité. Leur nombre exact n'est pas encore connu, mais les chefs des bases sont mobilisés pour leur enregistrement. Le processus est en cours pour que des plaidoyers soient faits, afin d'assister les déplacés.

**Activités paralysées à Uvira à la suite de la journée ville morte décrétée par la société civile.** La Nouvelle société civile congolaise (NSCC) et la société civile citoyenne ont lancé cet appel pour interpellier le gouvernement congolais à réhabiliter la route nationale numéro 5, reliant Uvira et la ville de Bukavu, en passant par la plaine de la Ruzizi. Selon les organisateurs de cette journée ville morte, plusieurs ponts sont cassés sur cette route, au niveau de Sange et Runingu et les eaux de différentes rivières débordent sur la chaussée. Des sources locales indiquent que les petits commerçants, les paysans agriculteurs et les transporteurs sont limités dans leur mouvement. Les produits divers et vivriers ont monté des prix dans les marchés locaux. Cette situation se passe dans un contexte de fermeture de frontière à la suite de la COVID-19.

**Ituri : augmentation d'accidents de circulation routière à Bunia.** Dix-huit cas d'accidents sont déjà répertoriés depuis le début du mois de décembre, a indiqué lundi 28 décembre le commissariat urbain de la police nationale congolaise. Cinq personnes y ont perdu la vie et au moins une dizaine des blessées ont été enregistrées, soit une augmentation de 40 pour cent comparativement à l'année passée. La police appelle au respect du code de la route. Le commandant de la police à Bunia rappelle que le respect des gestes barrières, pour lutter contre le Coronavirus, reste de rigueur.

**Insécurité à Beni : le maire, les Fardc et la Monusco appellent la population à ne pas se tromper d'ennemi.** « Lorsque l'ennemi réussit à nous diviser, là il gagne la guerre, mais lorsque nous sommes soudés, nous gagnons la guerre ensemble. L'ennemi, ce n'est pas le maire de la ville ; l'ennemi, ce n'est pas la police ou l'armée. L'ennemi, ce n'est pas la Monusco. L'ennemi est connu : ce sont les ADF » dit le maire de Beni. Pour le coordonnateur des opérations civilo-militaires des Fardc dans la région de Beni : « Nous sommes ensemble avec la population. Et la Monusco nous apporte son soutien et nous donne des moyens. C'est vrai, nous avons notre gouvernement qui donne des moyens, mais nous bénéficions de l'appui de la Monusco en vivres, carburant. Ceux qui sont en train de s'attaquer à la Monusco n'ont pas raison ».

**Goma : au moins 100 enfants orphelins et abandonnés reçoivent l'assistance de la Mutualité Union fait la force.** Ces enfants dont la tranche d'âge varie entre 6 mois et 19 ans sont venus de différents coins de la province. Selon la Mutualité l'Union fait la force, ils restent au centre jusqu'à l'âge de 22 ans. Les Sœurs de la congrégation Don Bosco de Ngangi ont ainsi remis du riz, haricots, sucre, habits et autres accessoires pour les fêtes.

**Kisangani : UNFPA remet des kits de dignité aux femmes vulnérables de Kabondo.** Selon le responsable du bureau du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) à Kisangani, ces femmes vulnérables ont reçu des kits de dignité dans l'allégresse. Ils contiennent des articles de première nécessité, notamment des effets d'hygiène intime, des sous-vêtements, des pagnes, des babouches, des polos et du savon. Ce genre des kits participe au renforcement de la dignité de la femme.

**2021 : une année placée sous le signe de la guérison, selon le chef de l'ONU.** « La Covid-19 a bouleversé nos vies et plongé le monde dans la souffrance et le chagrin. Tant d'êtres chers nous ont quittés, tandis que la pandémie continue de sévir par vagues successives, semant la maladie et la mort. La pauvreté, l'inégalité et la faim sont en hausse. Les emplois disparaissent et les dettes s'accumulent. Les enfants sont en difficulté. La violence dans les foyers augmente et l'insécurité est omniprésente», constate le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Mais pour le chef de l'ONU, une nouvelle année se profile et s'accompagne d'une lueur d'espoir : Les gens tendent la main à leurs voisins et aux étrangers ; Les travailleurs en première ligne donnent le meilleur d'eux-mêmes ; Les scientifiques développent des vaccins en un temps

record ; Les pays prennent de nouveaux engagements pour prévenir les catastrophes climatiques « si nous travaillons ensemble, unis et solidaires, cette lueur d'espoir viendra éclairer le monde entier ».

**Kasaï-Central : les immunités du député Alidor Numbi wa Kapuya levées.** La décision a été prise par l'assemblée provinciale du Kasaï-Oriental, au cours de la plénière dirigée par le vice-président, en présence du procureur général près la Cour d'appel du Kasaï-Oriental. Cet élu du peuple est présenté comme présumé, impliqué dans le meurtre, l'association des malfaiteurs et l'incendie des maisons lors des affrontements entre trois communautés du territoire de Katanda.

**Les gouverneurs promettent à Tshisekedi l'exécution sans faille de ses instructions.** En leur qualité de représentants du chef de l'Etat, les 26 ont promis de soutenir les efforts de cohésion nationale et de développement entrepris par le Président de la république. Ils ont aussi pris l'engagement de travailler en toute harmonie avec le gouvernement central en adhérant à la vision du chef de l'Etat. Conscients du décollage timide du pays, les 26 chefs des exécutifs provinciaux ont souligné la nécessité de soutenir l'Union sacrée de la Nation. Ils ont aussi proposé au Chef de l'Etat une itinérance dans chaque province pour asseoir les nouvelles directives.

**Mercredi 30 décembre.**

**Le maire de Butembo n'a pas réalisé les actions de développement en 2020.** Il évoque l'insuffisance des moyens financiers due au manque de frais de rétrocession de la part du gouvernement et la récurrence des cas d'insécurité dans la ville. Sur le plan développement, la mairie n'a pas réalisé beaucoup d'actions palpables. « Pas seulement parce que nous ne voulons pas développer la ville mais il y a des contraintes qui, par moment, nous échappent, qui ne dépendent pas aussi de nous localement. Dans notre budget, c'est prévu que les frais d'investissement ou développement doivent être ponctionnés dans l'enveloppe de la rétrocession. Je suis aujourd'hui à deux ans de mon mandat à la mairie de Butembo, je n'ai obtenu que quatre rétrocessions: donc, deux l'année 2019 et deux l'année 2020. Ça impacte effectivement sur les actions que nous envisageons de poser. »

**Sud-Kivu : commémoration des massacres de Makobola.** La population de l'espace Fizi-Itombwe commémore, pour deux jours depuis mardi 29 décembre, les massacres de Makobola et de ses environs. Pour la première journée, les exposés se sont focalisés sur trois thèmes-conférences : « Quid du rapport Mapping et les massacres à l'Est de la RDC ? Le traumatisme et la prise en charge psycho médicale des rescapés ainsi que les mécanismes de prévention contre les massacres et la cohabitation pacifique. » Le responsable de l'ASBL Mwalo, le professeur Obedi Nyamangyoku, souligne que cette commémoration est « un moyen pour le peuple Bembe d'exercer son devoir de mémoire par des symboles, actes et initiatives pérennes, afin que de telles calamités ne se reproduisent plus ; de recourir aux instruments de justice transitionnelle pour bâtir le chemin de la réconciliation et de la paix ; et d'obtenir de la communauté internationale et des Nations unies en particulier le soutien à l'initiative visant l'établissement d'un tribunal international et des chambres spécialisées mixtes en RDC. » Ces massacres étaient survenus la nuit du 30 au 31 décembre 1998 en pleine rébellion du RCD/Goma. Plusieurs centaines de civils avaient été tués à coup de machette et d'autres brûlés vifs dans leurs habitations par les rebelles, pour complicité avec les Maï-Maï.

**Mbuji-Mayi : un membre de l'UDPS condamné à la perpétuité pour tentative de meurtre.** Paulin Lubuya, un membre de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), auteur de l'incendie le samedi dernier du bureau du président de l'assemblée provinciale du Kasaï-Oriental, a été reconnu coupable de tentative de meurtre, incendie et association des malfaiteurs, au cours d'une audience en flagrance. Il écope d'une peine de 15 ans de servitude pénale principale pour association des malfaiteurs et incendie volontaire. Paulin Lubuya doit également payer 10 000 dollars américains à la partie civile, qui est donc le président de l'assemblée provinciale. Le condamné a reconnu son forfait. A cette occasion, il a cité quelques personnalités, « qui financent les attaques contre tout habitant de Mbuji-Mayi qui ose critiquer la gouvernance de la province. » Certains juristes estiment que, face à cette situation, la justice peut donc ouvrir un dossier à charge des personnes citées pour être déifié sur ce dossier.

**Inongo : un lot de 700 compteurs de la Snel intercepté par un député provincial.** Selon un député provincial ces compteurs étaient en passe d'être détournés par un groupe d'individus pour les retourner à Kinshasa via la ville de Bandundu. Il atteste que ces compteurs se trouvaient déjà au niveau d'une agence de transport pour Kinshasa.

**Beni : réhabilitation du cachot du parquet près le tribunal de grande instance.** Le premier substitut du procureur de la République à Beni, a rassuré la population locale de la détention des passionnaires dans les bonnes conditions. Le magistrat Gustave Mayila précise que ces travaux ont été financés par le procureur de la République. Selon lui, tous les détenus dans les amigots de l'Etat-major de la police seront désormais logés dans ce cachot du parquet de grande instance de Beni.

**Nord-Kivu : des pêcheurs de Vitshumbi exigent la délocalisation du siège de la COPEVI.** Le chargé de communication de la COPEVI estime qu'il s'agit d'une tentative d'instrumentalisation de la population, initiée par six armateurs radiés récemment pour non-respect de la réglementation de la pêche dans cet espace protégé. La convention renouvelée par l'ICCN et la COPEVI sur la réglementation de la pêche au Lac Edouard avait été suspendue et retirée par le gouverneur du Nord-Kivu en juin 2019. Depuis, la COPEVI a du mal à restaurer son autorité autour du Lac Edouard et des conflits lui opposent constamment aux armateurs et pêcheries illicites autour du Lac.

**Beni : 4 morts dans un accident de circulation à Nyaleke.** Des sources locales renseignent qu'il s'agit d'un camion de marque Actros de la compagnie TMK, qui s'est renversé sur une moto transportant ces personnes. Ces dernières sont identifiées comme des déplacés qui quittaient le secteur de Rwenzori pour Beni. Sur place, les uns parlent d'un mauvais dépassement et les autres du mauvais état de la route sur le lieu de l'accident.

**Remise et reprise à l'Assemblée nationale.** La remise et reprise à l'Assemblée nationale entre le Bureau Mabunda et le Bureau d'âge a finalement eu lieu ce mercredi 30 décembre au Palais du Peuple à Kinshasa. La cérémonie a eu lieu dans la soirée après plusieurs de discussions. Les documents de remise et reprise étaient déjà prêts depuis avant-midi. « L'ancien bureau de l'Assemblée nationale était présent mais le bureau d'âge qui hésitait on ne sait pas pourquoi », a affirmé un conseiller du vice-président du Bureau sortant. Apparemment, ajoute-t-il, le bureau d'âge attendait des instructions de quelque part car la documentation a été vérifiée par ses collaborateurs, les PV ont été prêts depuis 12h.

**Ituri : au moins 20 personnes kidnappées par des éléments de la FRPI à Mitego.** D'après l'ONG de défense des droits humains la convention pour le respect des droits de l'homme, ces hommes ont d'abord tiré dans toutes les directions créant la panique dans le milieu et menaçant de mort les bouviers. Toujours selon la même source, ces miliciens ont réussi à emporter cinquante vaches après avoir ligoté les bouviers. Avant de quitter ce pâturage, ils ont pillé plusieurs maisons et amené en brousse une vingtaine de personnes qui ont été libérées ce mercredi matin. La CRDH condamne les exactions des éléments de la FRPI dans cette région, alors que cette milice est partie prenante au processus de paix au Sud d'Irumu.

Jeudi 31 décembre.

**Kinshasa : une grippe violente sévit à côté de la COVID-19 (médecins).** Elle se traduit notamment par la fièvre, des maux de tête et autres faiblesses, ont alerté mercredi 30 décembre les médecins. Ces derniers appellent en même temps chacun à se faire consulter le plus rapidement possible à l'hôpital pour établir un bon diagnostic, afin de permettre une bonne prise en charge. La complexité avec cette grippe est qu'elle a quasiment les mêmes symptômes que la pandémie de Coronavirus. C'est pour cela que les médecins encouragent la population à se faire examiner pour en avoir le cœur net. Dr Kalombo Chayli insiste sur le fait qu'il faut éviter d'aller en retard à l'hôpital : « Lorsqu'un patient a une difficulté respiratoire qui s'ajoute, à ce moment les poumons sont déjà atteints. Si vous avez déjà dépassé 50, 60% de destruction des alvéoles, quand vous venez ici on va commencer à donner l'oxygène, ça va nous créer beaucoup des problèmes. Donc, je demande seulement, en cas des signes, d'aller dans un centre où on dépiste le Coronavirus. comme ici chez nous ici à Vijana, à Ngaliema aussi à st Joseph aussi aller vous faire dépister c'est gratuit. Cela vous permet de vous prévenir contre le pire qui peut arriver ».

**2.195 morts en 2020 lors des attaques des miliciens en Ituri (Société civile).** Selon la coordination provinciale de la société civile ces morts sont l'œuvre des groupes armés actifs dans plusieurs entités à travers les cinq territoires de l'Ituri. Elle parle par ailleurs de plus de cent personnes kidnappées et des milliers de familles, qui ont été obligées de fuir leurs milieux respectifs. Elle déplore l'immobilisme des autorités tant nationales que provinciales, qui ne parviennent pas à mettre fin aux tueries dans cette province.

**Sud-Kivu : les frais de participation à l'Examen d'Etat rabattus de 40 à 15 USD.** Selon le président de la commission économique-financière (ECOFIN) de l'assemblée provinciale du Sud-Kivu, Nestor Balyana, cette décision a été prise après une étude approfondie du budget de la province et au regard de la situation que traverse la population du Sud-Kivu. Il affirme qu'avec 15 USD, l'Examen d'Etat se passera dans de bonnes conditions. De son côté, le comité provincial de l'EXETAT dénonce « l'ingérence » de la part de l'assemblée provinciale. Le rapporteur du comité, soutient que rabattre ces frais de 40 à 15\$ met en mal l'organisation de l'Examen d'Etat. Ce comité décline toute responsabilité et laisse l'assemblée provinciale voir elle-même comment organiser l'Examen d'Etat.

**Le PNED appelle la population à se protéger contre la maladie de Ver de Guinée.** La RDC figure parmi les sept pays au monde, où l'OMS n'a pas encore réussi à prouver l'élimination de la dracunculose, appelée aussi le ver de Guinée, a



indiqué mercredi 31 décembre le directeur du Programme national de l'élimination de la dracunculose (PNED). Pour intensifier la surveillance épidémiologique à travers le pays, le ministère de la Santé publique, en collaboration avec ses partenaires, ont mis en place un système de détection des patients qui seraient affectés par cette maladie tropicale négligée qui continue à faire des victimes en Angola et en RCA, deux pays voisins de la RDC.

**La société civile salue le retour des déplacés dans l'ouest de Beni.** « La situation est relativement calme là-bas. Il y a un peu le retour de la paix. Certaines familles commencent à regagner leurs habitations. Nous félicitons l'armée qui est lancée dans cette zone. Les Fardc ont adopté une stratégie qui a permis de consolider une petite paix. Nous estimons que, si ça continue comme ça, on peut espérer un retour total des personnes dans cette zone ». Jusqu'à présent, il n'y a pas d'alertes de cas d'insécurité. L'insécurité qui prévaut dans la région Rwenzori, reste cependant préoccupante.

**Kinshasa : Félix Tshisekedi inaugure 4 sauts-de-mouton.** Il a commencé à la place Mandela dans la commune de Gombe, où s'est déroulée la cérémonie officielle. Le président de la République est passé sur le saut-de-mouton avec son cortège pour rejoindre le district de la Tshangu afin d'inaugurer notamment le saut-de-mouton de Debonhomme à Matete.

**Beni : SOS du conseil de la jeunesse face à la carence de nourriture pour les prisonniers de Kangbayi.** « C'est aberrant, ce que nous sommes en train de constater. La prison n'est pas une poubelle, la prison n'est pas un lieu où on va seulement jeter les gens. Même les prisonniers ont un minimum de droits fondamentaux qu'il faut respecter. Mais, à ce jour, nous sommes étonnés et cela vient de la bouche autorisée, voire le maire, déclarer que les prisonniers n'ont rien à manger. C'est un appel non seulement au président de la République, au ministre de la Justice, de faire un monitoring approprié et de prendre des mesures plus idoines possibles pour voir comment on peut résoudre cette situation. En ce qui concerne Beni, c'est vraiment une urgence parce que beaucoup de gens sont morts dans cette prison à cause de la malnutrition et beaucoup d'autres problèmes dues aux situations macabres d'incarcération », a déploré le président du conseil urbain de la jeunesse.

**Nouvel an à Beni : la population inonde les marchés, mais reste prudente.** La plupart de personnes rencontrées s'inquiètent de la façon dont la fête de Nouvel an se passera dans un climat inhabituel en ville de Beni, à cause de la présence des déplacés fuyant les atrocités des rebelles ougandais des ADF, dans la partie Est du territoire de Beni, précisément dans les agglomérations et communes rurales du secteur de Rwenzori. Bien que les activités commerciales se déroulent normalement dans la ville de Beni la veille du Nouvel an, les gens n'ont pas espoir de bien fêter : « Pour cette occasion-ci, franchement, à Beni, il n'y a pas vraiment le climat festif. » De nombreuses activités spirituelles (prières, journées de louanges) ont été organisées dans plusieurs Eglises de la place mais pas les veillées de Nouvel an car les autorités de la ville ont demandé à la population de se conformer aux recommandations du chef de l'Etat concernant le couvre-feu sanitaire.

**Félix Tshisekedi : « Les efforts fournis en 2020 seront accrus en 2021 ».** Félix Tshisekedi, dans son message de vœu, promet d'utiliser toutes les ressources du pays, humaines, techniques, financières et autres, « pour améliorer la situation, particulièrement sur le plan sécuritaire et infrastructurel. » Devant les difficultés auxquelles sont confrontés les Congolais, il en appelle à « plus d'amour et de solidarité, plus de travail et de patriotisme », pour mieux affronter les défis de l'année 2021. Selon le Chef de l'Etat, l'année 2021 offre à la RDC, l'opportunité sur le plan de la politique extérieure, de présider l'Union africaine pour l'exercice 2021-2022. « A ce titre, notre pays sera fortement sollicité, et c'est pourquoi j'invite les Congolaises et Congolais, à ne pas se départir de leur hospitalité légendaire et ce, dans la paix, l'unité et la cohésion nationale, et à capitaliser sur les opportunités de développement économique et social qu'offre cette situation », a souhaité Félix Tshisekedi. Il en appelle à l'implication de tout un chacun et à la vigilance tous azimuts, « car l'heure n'est plus à la distraction comme avant, mais plutôt au travail ». Le Chef de l'Etat dit être conscient de l'immensité des attentes de la population congolaise, sur le plan socio-économique (éducation, santé, sécurité, électricité, éducation, etc.) Ces attentes sont légitimes, mais elles ont été mises à rudes épreuves par des contraintes imposées par des mesures prises pour faire face à la pandémie de Coronavirus, a-t-il expliqué. Il dit garder espoir que dans les jours à venir, l'on parviendra à trouver un traitement efficace pour soigner cette épidémie. « Je rends grâce à Dieu pour avoir protégé le pays contre divers dangers. C'est aussi le moment de prier et de méditer, faire le bilan sur l'année passée et la possibilité de formuler des vœux pour demain et prendre de bonnes résolutions pour atteindre la félicité individuelle et collective », a poursuivi le Président de la République. Concernant la coalition FCC-CACH, il a fait savoir que sa fin a plutôt fait naître « un éveil patriotique » qu'il salue. « [cet éveil patriotique] ne tourne pas autour d'un individu, mais plutôt d'une cause : le salut du peuple constitue une fierté nationale, qui non seulement doit définir notre présent et notre avenir », s'est réjoui Félix Tshisekedi.



# www.africafundacion.org



*conecta con África*



*conecta con África*



*conecta con África*



informaci[ON]  
ilusi[ON]  
difusi[ON]  
concienci[ON]  
pasi[ON] [ON]



*conecta con África*



*conecta con África*



*conecta con África*